

La Russie face à la déstabilisation du Moyen-Orient

Analyse de l'implication russe en Syrie et de ses conséquences sur base de la perspective réaliste

Mémoire réalisé par
Simon Delitte

Promotrice
Elena Aoun

Lectrice
Chloé Daelman

Année académique 2016-2017
Master en Relations internationales, finalité diplomatie et résolution de conflits

Code de déontologie

« Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur. Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave. »

Remerciements

Je souhaite tout d'abord adresser mes remerciements à ma promotrice, le Professeur Aoun, pour ses conseils, son suivi et son aide précieuse tout au long de la réalisation de ce mémoire. Je remercie également ma lectrice, Madame Chloé Daelman, pour le temps qu'elle accordera à la lecture de ce travail.

Je tiens également à remercier ma famille pour leur soutien apporté tout au long de la réalisation de ce travail, et en particulier mon père, Jean-Marie, pour les nombreuses heures qu'il a consacrées à sa relecture et aux discussions qui ont permis de nourrir la réflexion nécessaire à la rédaction du présent mémoire.

Enfin, je remercie tous mes collègues de travail avec qui j'ai partagé cette expérience universitaire qu'ils ont enrichie tant sur le plan académique qu'humain.

Table des matières

Introduction	5
Contextualisation.....	6
Cadre d'analyse	7
<i>Question de recherche et hypothèses.....</i>	<i>7</i>
<i>Perspective réaliste</i>	<i>8</i>
<i>Cadre spatio-temporel.....</i>	<i>12</i>
<i>Méthodologie.....</i>	<i>13</i>
Chapitre 1 : Historique du conflit	14
1.1) Naissance du conflit syrien	14
1.2) Militarisation du conflit.....	17
1.3) Régionalisation et internationalisation du conflit.....	17
1.4) Propagation terroriste et réaction internationale.....	21
Chapitre 2 : Distribution du pouvoir et idéologie de Vladimir Poutine.....	25
2.1) Distribution du pouvoir en Russie	25
2.1.1) <i>Relation Président - Premier Ministre, un rapport asymétrique ?.....</i>	<i>26</i>
2.1.2) <i>La relation entre le pouvoir exécutif et législatif.....</i>	<i>26</i>
2.2) Idéologies influençant Vladimir Poutine	27
2.2.1) <i>Le tournant conservateur</i>	<i>27</i>
2.2.2) <i>Promotion du patriotisme russe</i>	<i>28</i>
2.2.3) <i>La Russie comme alternative à l'Occident.....</i>	<i>31</i>
2.2.4) <i>La Russie, grande puissance dans un système multipolaire.....</i>	<i>34</i>
2.3) Conclusion.....	36
Chapitre 3 : Intérêts russes en Syrie	38
3.1) Intérêts nationaux russes en Syrie.....	38
3.1.1) <i>Intérêts économiques.....</i>	<i>38</i>
3.1.2) <i>Intérêts politiques.....</i>	<i>42</i>
3.1.3) <i>Intérêts sécuritaires.....</i>	<i>46</i>
3.2) L'axe Moscou – Damas, une alliance stratégique ?	48
3.3) Contrebalancer l'hégémonie américaine.....	52
3.3.1) <i>Le précédent libyen et le concept de « démocratie souveraine ».....</i>	<i>54</i>
3.4) Conclusion.....	58
Chapitre 4 : Conséquences de l'implication russe en Syrie	61
4.1) Moscou, acteur incontournable de la résolution du conflit.....	61

4.2) Capacité réelle de Moscou à influencer Damas	63
4.3) Risque d'isolement pour la Russie.....	64
4.4) Conséquences sur le rapport de forces en interne	65
4.5) Conséquences sur les relations avec l'Occident	67
4.6) Conséquences sur les relations avec l'Iran, la Turquie et la Chine.....	68
4.6.1) <i>Relations Russie – Iran</i>	68
4.6.2) <i>Relations Russie-Turquie</i>	69
4.6.3) <i>Relations Russie-Chine</i>	71
Conclusion générale	73
Bibliographie	79

Introduction

Depuis son commencement en mars 2011, le conflit syrien reçoit une large couverture médiatique. Il est rare qu'un jour se passe sans que la situation en Syrie ne soit évoquée dans l'actualité. Dans les faits également, la crise syrienne et ses corollaires, comme la montée du groupe terroriste Etat Islamique et la répétition de ses attentats revendiqués un peu partout sur le globe, ou encore la crise des réfugiés fuyant la guerre, touchent directement la population occidentale. Par ailleurs, les importantes divergences de vue entre les grandes puissances régionales et mondiales quant à la manière de trouver une issue au conflit sont source d'inquiétude pour l'opinion publique. Les désaccords paraissent tels qu'ils ravivent le souvenir de l'époque de la guerre froide entre les deux blocs, mais aussi agitent le spectre d'une escalade qui pourrait conduire non à un règlement mais à une extension du conflit. Et de fait, cette escalade qui oppose la Russie et l'Iran (soutiens indéniables de Bachar al-Assad) aux monarchies du Golfe et à l'Occident, Etats-Unis en tête, a de quoi émouvoir l'opinion.

Ce mémoire a pour but d'analyser et d'appréhender la position russe dans le conflit syrien, en allant au-delà de l'émotion que les prises de position ou les actes suscitent, en essayant de dépasser le point de vue convergent habituellement défendu par les récits occidentaux.

Au vu de la situation actuelle de la Russie et de l'évolution de son implication dans le conflit syrien, il paraît donc pertinent de tenter de répondre à la question de recherche suivante : « **Comment comprendre le positionnement russe sur la crise syrienne et évaluer ses conséquences sur l'échiquier international ?** ». Pour tenter de répondre à cette question, nous nous appuierons sur la perspective réaliste des relations internationales.

Contextualisation

Avant d'aborder la question de recherche proprement dite, il est utile de resituer les relations entre le Russie et la Syrie dans le contexte plus global de ces vingt-cinq dernières années.

Après la dissolution de l'URSS en 1991, la Russie s'est quelque peu désintéressée du Moyen-Orient. Il faut attendre les années 2000 et l'arrivée de Vladimir Poutine à la présidence pour assister au retour des activités russes en Syrie et au Moyen-Orient en général. Le contexte régional est en effet favorable aux russes car l'occupation de l'Irak par les USA a engendré une montée du sentiment anti-américain dans le monde arabe. Dès lors, dès son premier mandat, le Président russe y voit une opportunité pour s'engager dans une campagne de réactivation des anciens réseaux soviétiques.¹

En 2012, alors que le conflit en Syrie a déjà éclaté dans le pays depuis plus d'un an, le retour de Vladimir Poutine au poste de Président marque un nouveau tournant dans les relations entre la Russie et ce pays. L'implication russe en Syrie augmente alors en intensité.² En effet, dès juin 2012, la Russie est engagée dans les négociations de Genève qui déboucheront sur les Accords du même nom. Moscou se montre ensuite très actif sur le plan diplomatique en étant à l'initiative de résolutions de l'Organisation des Nations Unies, comme la résolution 2118 du 27 septembre 2013 qui vise au démantèlement de l'arsenal d'armes chimiques et de destruction massive du régime syrien, évitant ainsi une intervention des Etats-Unis et de leurs alliés.³ Mais la Russie s'affirme aussi en initiant des négociations entre les différentes parties en cause, dans le but de tenter de résoudre le conflit syrien. C'est le cas, par exemple, des négociations Moscou I et II de janvier et avril 2015 qui ont réuni autour de la même table le régime de Damas et des membres de l'opposition.⁴ La Russie franchit une nouvelle étape dans son implication en Syrie en y intervenant

¹ PICHON Frédéric, « La Syrie, quel enjeu pour la Russie ? », *Politique étrangère*, Printemps 2013, vol. I, p. 109.

² KOZHANOV Nikolay, *Russia and the Syrian conflict: Moscow's domestic, regional and strategic interests*, Berlin: Gerlach Press, 2016, p. 28.

³ *Idem*, p. 46.

⁴ *Idem*, p. 53.

militairement le 30 septembre 2015, alors que le régime de Bachar al-Assad est en mauvaise posture. A la demande du Président syrien, la Russie lance une offensive afin de lui venir en aide sur le territoire syrien.⁵ Parallèlement à cette intervention coercitive, la Russie continue néanmoins ses efforts diplomatiques en étant en partie à la base des négociations de Vienne en octobre et novembre 2015⁶, et plus tard en participant aux négociations d'Astana de janvier 2017.⁷

Depuis le début des années 2000 et l'arrivée de Vladimir Poutine au sommet du pouvoir, la Russie a donc renforcé considérablement ses relations avec la Syrie. Lorsque naît le conflit syrien en 2011, la Russie s'investit davantage et adopte une approche s'appuyant sur deux axes. D'un côté, elle tente de trouver une issue à ce conflit par la voie diplomatique en intensifiant le dialogue avec la communauté internationale et d'un autre côté, elle s'implique militairement afin de permettre au régime de rester en place jusqu'à la résolution du conflit.⁸ Mais ce soutien au régime de Bachar al-Assad, y compris le soutien militaire, a conduit la Russie à une confrontation indirecte avec les Etats-Unis et leurs alliés. Cette situation renforce un peu plus l'opposition déjà grandissante entre la Russie et l'Occident. Les divergences de vues sur le plan politique entre les deux camps mais aussi les incompréhensions de l'opinion publique se manifestent alors de manière de plus en plus sensible.

Cadre d'analyse

La partie suivante s'attèle à définir le cadre d'analyse nécessaire pour la suite du travail. La question de recherche ainsi que les hypothèses y seront précisées, la notion de perspective réaliste sera explicitée et les limites spatio-temporelles seront posées.

Question de recherche et hypothèses

⁵ *Idem*, p. 61.

⁶ SENGUPTA Somini, «Syria Talks: What Countries Want », *New York Times*, 13/11/2015.

⁷ BERNARD Anne, SAAD Hwaida, «First Day of Syria Peace Talks Quickly Descends Into Quarreling », *New York Times*, 23/01/2017.

⁸ KOZHANOV Nikolay, *op. cit.*, p. 67.

L'objectif du travail est double. Il consiste à comprendre l'approche de la Russie dans sa politique étrangère, approche qui l'a conduite au positionnement que nous connaissons aujourd'hui sur la question syrienne. Il vise aussi à identifier et comprendre les conséquences de ce positionnement sur la scène internationale.

Pour tenter de répondre à ces questions, nous émettons les deux hypothèses suivantes :

1) La politique étrangère russe est basée sur la *realpolitik* et est donc centrée sur la Russie, favorisant ses intérêts nationaux, qu'ils soient d'ordre économique ou politique. Elle s'oppose ainsi à une domination mondiale et tente de « *contre-balancer* » la puissance et l'influence américaine sur la scène internationale. En fondant sa politique étrangère sur la *realpolitik*, Moscou voit les relations internationales comme un « *zero-sum game* », le conduisant à un affrontement avec les puissances occidentales.

2) La place d'acteur incontournable acquise par la Russie dans la gestion du dossier syrien, est une conséquence de la politique menée par Vladimir Poutine, tant au niveau domestique qu'international et visant à redonner sa grandeur à la Russie.

Il convient d'apporter quelques éclaircissements, notamment sur la définition de la *realpolitik*, afin de mieux comprendre les hypothèses formulées. Le terme *realpolitik* est utilisé par Bismark pour définir une politique étrangère pragmatique⁹, basée sur le calcul des forces et la recherche de l'intérêt national.¹⁰ Les valeurs et idéaux passent au second plan pour laisser place aux impératifs de la réalité. La *realpolitik* s'oppose à l'idée d'une domination mondiale qui est, selon elle, irréalisable, sous-entendant une approche multilatéraliste des relations internationales.¹¹

Perspective réaliste

⁹ GAUCHON Pascal, et alii, *Les 100 mots de la géopolitique*, Que sais-je ?, Paris : PUF, 2008, p. 27.

¹⁰ KISSINGER Henry, *Diplomatie*, Paris : Fayard, 1996, p. 123.

¹¹ GAUCHON Pascal, et alii, *op. cit.*, p. 27.

Les acteurs principaux en relations internationales sont les Etats qui constituent des acteurs rationnels disposant du droit à utiliser la force militaire. Les partisans du réalisme admettent que d'autres acteurs jouent un rôle dans les relations internationales, comme par exemple les institutions internationales, ou les entreprises multinationales, mais l'existence et l'importance de ceux-ci dérivent uniquement des Etats.¹² Les Etats, et plus particulièrement les grandes puissances, fixent les règles du jeu, les limites et les caractéristiques des relations internationales.¹³ L'analyse, au travers de la perspective réaliste, du positionnement russe dans les relations internationales, pourrait suggérer que la Russie, dans sa quête de retrouver un rôle de premier plan sur la scène internationale, cherche à garder la gestion des dossiers internationaux. Dans le cas du conflit syrien, la vision multipolaire des relations internationales de la Russie la conduirait donc à en réserver le règlement aux grandes puissances.

Le respect de la souveraineté étatique est essentiel pour les réalistes. L'auto-détermination à l'intérieur des frontières prime donc, amenant ainsi une politique de non-intervention au-delà de celles-ci et donc un refus de toute ingérence. Cela signifie aussi qu'aucune autre entité ou organisation internationale n'est supérieure à la souveraineté étatique.¹⁴ D'une analyse de la politique étrangère russe à travers une perspective réaliste, il pourrait ainsi être déduit que la Russie privilégierait le respect de la souveraineté étatique se traduisant par la volonté de non-ingérence et donc de non-intervention en Syrie, sans une demande explicite de Bachar al-Assad.

Les relations internationales quant à elles, se limitent à des rapports diplomatiques et stratégiques qu'entretiennent les Etats souverains. Ces rapports interétatiques sont caractérisés par la rivalité entre chaque Etat qui vise systématiquement à défendre ses intérêts nationaux, à savoir sa puissance politique et militaire.¹⁵ Selon le réalisme offensif, le concept d'intérêt est défini en termes de puissance. Pour obtenir plus de sécurité, les Etats entrent en compétition et adoptent

¹² BATTISTELLA Dario, SMOUTS Marie-Claude, VENNESSON Pascal, *Dictionnaire des relations internationales*, Paris : Dalloz, 2003, p. 418.

¹³ *Idem*, p. 419.

¹⁴ NAU Henry R., *Perspectives on International Relations: Power, Institutions, and Ideas*, 4^{ème} édition, Washington (D.C.) : CQ Press, 2015, p. 39.

¹⁵ ETHIER Diane, *Introduction aux relations internationales*, 3^{ème} édition, Montréal : Les presses de l'Université de Montréal, 2007, p. 31.

des stratégies offensives. La volonté et la capacité des Etats à étendre leur influence politique au-delà de leurs frontières sont relatives à l'évolution de leur puissance. Lorsque ceux-ci disposent de capacités accrues, ils peuvent exiger davantage du système international. Les Etats disposant de capacités matérielles et symboliques suffisantes souhaitent acquérir un niveau de puissance allant au-delà de leur objectif sécuritaire. Cependant, cette tendance à l'expansion des intérêts et des activités au-delà des frontières engendre des interférences entre les sphères d'influence des différentes puissances, conduisant à des tensions.¹⁶ La politique étrangère russe menée en Syrie serait donc guidée par une volonté de défense de ses intérêts nationaux, en tentant de maximiser sa puissance politique et militaire au Moyen-Orient.

Selon la perspective réaliste, la distribution du pouvoir dans les relations internationales est décentralisée, il n'y a pas un leader global monopolisant le pouvoir coercitif et ayant la légitimité de l'utiliser.¹⁷ Il est impensable pour les Etats d'accepter de se soumettre à une autorité centrale, telle qu'une organisation internationale, qui les obligerait à coopérer entre eux. En conséquence de cette décentralisation du pouvoir, la société internationale est vue comme anarchique.¹⁸ Cette anarchie est constante et détermine le comportement des Etats.¹⁹ La décentralisation du pouvoir et l'absence d'autorité centrale qui en découle, expliqueraient l'action russe menée en-dehors du cadre onusien dans le conflit syrien.

De cette anarchie du système international découle le concept de « *self-help* », l'absence d'autorité supranationale obligeant les Etats à assurer leur propre sécurité.²⁰ Cette situation a souvent pour conséquence de placer les Etats dans un dilemme de sécurité dans lequel des mesures parfois défensives sont interprétées par une autre puissance comme des mesures offensives, provoquant ainsi une spirale d'hostilité.²¹ Ainsi, avec les révolutions de couleurs, l'élargissement de l'Union

¹⁶ BATTISTELLA Dario, SMOUTS Marie-Claude, VENNESSON Pascal, *op. cit.*, p. 420.

¹⁷ NAU Henry R, *op. cit.*, p. 38.

¹⁸ ETHIER Diane, *op. cit.*, p. 32.

¹⁹ ADNANE Khalid, et alii, *Introduction aux relations internationales : théories, pratique et enjeux*, Montréal : Chenelière éducation, 2009, p. 7.

²⁰ NAU Henry, R., *op. cit.*, p. 38.

²¹ BATTISTELLA Dario, SMOUTS Marie-Claude, VENNESSON Pascal, *op. cit.*, p. 419.

européenne et de l'OTAN au début des années 2000, le sentiment de citadelle assiégée a grandi en Russie, provoquant un durcissement de la politique étrangère de Moscou, davantage hostile aux puissances occidentales.

Les alliances créées par les Etats poursuivent des objectifs bien précis, et ne sont donc qu'éphémères.²² La principale finalité de ces alliances stratégiques réside dans la volonté d'empêcher un Etat tiers puissant d'imposer sa domination.²³ A l'examen de la relation russo-syrienne à travers cette conception de l'alliance, le support russe au régime syrien peut être interprété comme un moyen d'atteindre un objectif bien précis : constituer un obstacle à la domination de l'influence américaine au Moyen-Orient. De son côté, Damas bénéficie d'un soutien de la part de la Russie qui assure le maintien du régime de Bachar al-Assad face à l'opposition, et le protège de toutes interventions internationales visant à le renverser. Ces éléments sous-entendent que cette alliance stratégique serait éphémère et conditionnée à la satisfaction des divers intérêts nationaux.

La perspective réaliste envisage les relations internationales comme un jeu à somme nulle. Ce qui veut dire que si, lors d'un conflit, une des parties gagne quoi que ce soit, ce sera au détriment de l'autre partie.²⁴ Appliqué à l'implication russe en Syrie, ce concept de « *zero-sum game* » pourrait se traduire à travers le gain ou la perte d'influence au Moyen-Orient. Eu égard à ce concept, à l'issue du conflit, Moscou bénéficierait d'un regain d'influence dans la région si Bachar al-Assad se maintient au pouvoir, et subirait une perte d'influence régionale au profit des Etats-Unis dans le cas contraire.

Un autre concept central de la perspective réaliste est celui de la « *balance of power* » qui désigne la stratégie par laquelle les Etats s'assurent qu'aucun autre Etat ne domine le système international ou n'ait le monopole sur une ressource qui affecterait l'équilibre global.²⁵ Dans le contexte anarchique dans lequel évoluent les relations internationales, l'ordre peut être maintenu par le « *balance of power* ».²⁶ Ce

²² NAU Henry, R., *op. cit.*, p. 38.

²³ ETHIER Diane, *op. cit.*, p. 32.

²⁴ NAU Henry R., *op. cit.*, p. 39.

²⁵ *Idem*, p. 42.

²⁶ BATTISTELLA Dario, SMOUTS Marie-Claude, VENNESSON Pascal, *op. cit.*, p. 419.

« *balance of power* » peut impliquer soit l'équilibre, soit l'hégémonie. Les réalistes défensifs affirment que les Etats doivent chercher l'équilibre, ou le « *power balancing* ». Ils voient un danger dans le fait qu'un Etat à la puissance grandissante se rapproche de l'hégémon. Au contraire, les réalistes offensifs considèrent l'hégémonie d'un Etat comme un élément de stabilité car les autres puissances ne peuvent battre l'hégémon. C'est ce que l'on appelle le « *power transition* ».²⁷ Selon les réalistes défensifs, l'influence grandissante des Etats-Unis au Moyen-Orient et leur omniprésence dans la région seraient synonymes de danger pour la stabilité internationale. Les actions russes et leur volonté de garder la Syrie sous leur influence constituent donc un moyen de challenger la puissance américaine et d'empêcher que celle-ci ne s'approche trop de l'hégémonie. La combinaison de plusieurs facteurs tels que le tournant conservateur du Président Vladimir Poutine, la politique domestique nationaliste mise en place, mais aussi le précédent libyen ou encore l'annexion de la Crimée expliquent en partie cette volonté russe d'entrer dans un *balancing* des Etats-Unis.

Cadre spatio-temporel

Le travail portant sur la politique menée par la Russie à l'égard du conflit syrien, la délimitation géographique couvrira la Syrie. Il abordera aussi le positionnement et la situation d'autres pays liés au conflit, tels que les puissances occidentales, ou encore l'Iran, la Turquie et la Chine, et dont l'évocation est indispensable à la compréhension de celui-ci.

Concernant les limites temporelles et comme déjà évoqué ci-dessus, c'est surtout au début des années 2000 que les relations entre la Russie et la Syrie se sont réactivées. En effet, si la Syrie s'était rapprochée des Etats-Unis dans le courant des années 1990, ses relations avec la Russie se sont améliorées suite aux efforts menés par Vladimir Poutine à son arrivée à la présidence (2000). Relativement réduites lors de la présidence de Dimitri Medvedev (de 2008 à 2012), les relations se sont considérablement amplifiées au retour de Vladimir Poutine à la présidence russe en 2012. En plus d'aborder la politique menée par Vladimir Poutine lors de ses deux premiers mandats, le travail traitera principalement du sujet à partir du retour de

²⁷ *Idem*, p. 43.

celui-ci au poste de Président en 2012, jusqu'à l'ouverture des négociations d'Astana le 23 janvier 2017.

Méthodologie

Les données utilisées pour la rédaction du présent mémoire sont principalement qualitatives et non quantitatives. Etant donné que la recherche se base sur une démarche hypothético-déductive, le point de départ et la source principale sont la littérature scientifique. Les principales sources d'informations sont constituées de monographies et d'articles scientifiques mais aussi de *working papers* ou encore d'un *policy paper* publié par le *think tank* Konrad Adenauer Stiftung. Des documents officiels émanant de l'ONU, ou encore des autorités russes, ainsi que des discours prononcés par Vladimir Poutine ont également été examinés. Enfin, des articles émanant d'agences de presse reconnues ont aussi été utilisés afin d'étoffer les parties factuelles du travail. La situation géographique du sujet étudié et les moyens mis à disposition ne permettant pas de mener des enquêtes de terrain, cette lacune a pu être en partie compensée par l'utilisation de diverses données primaires ainsi que de la littérature scientifique.

Avant de traiter le sujet proprement dit, il convient d'annoncer le cheminement que suivra le présent travail. Le mémoire se divisera en quatre parties majeures, en plus de la présente introduction et de la conclusion. Dans le but d'une meilleure compréhension du sujet, la première partie consistera en une restitution de l'évolution du conflit à partir de l'implication russe. La deuxième partie visera à comprendre l'idéologie de Vladimir Poutine définissant les grandes lignes de sa politique étrangère ainsi que sa vision des relations internationales. La troisième partie tentera d'identifier les potentiels intérêts nationaux poursuivis par cette politique et leur importance dans le dossier syrien. Enfin, la dernière partie portera sur les conséquences de la politique russe menée en Syrie aussi bien au niveau du rapport de forces interne à la Russie qu'au niveau international.

Chapitre 1 : Historique du conflit

Pour être en mesure de mieux comprendre les enjeux de l'intervention russe en Syrie, il est utile d'en replacer les actions principales dans le cours des événements, en les envisageant sous les aspects qui ont caractérisé le développement de ce conflit à savoir : le contexte local et régional de départ, l'évolution du conflit vers sa militarisation puis vers sa régionalisation et son internationalisation, et enfin la propagation du terrorisme et la réaction internationale.

1.1) Naissance du conflit syrien

En février 2011, les révolutions éclatent dans de nombreux pays comme l'Égypte, la Libye, le Yémen, le Bahreïn, l'Irak ou encore la Jordanie, et le régime syrien est déterminé à étouffer tout semblant de manifestations dans son pays.²⁸

En 2011, les révoltes populaires qui ont ainsi mis fin aux régimes de Mouammar Kadhafi en Libye, et d'Hosni Moubarak en Égypte, modifient les rapports régionaux de la Russie. Ainsi, à la suite de ces événements, la Syrie devient le dernier allié et le principal client de Moscou dans la région. De plus, les rapports favorables qu'entretient Damas avec Téhéran, le Hezbollah et le Hamas, motivent encore davantage la Russie à soutenir et protéger son allié Bachar al-Assad.²⁹

C'est dans ce contexte des Printemps arabes que les premiers appels à manifester sont lancés en Syrie sur les réseaux sociaux.³⁰ L'origine des contestations de la population syrienne porte alors davantage sur un changement des politiques du régime plutôt qu'un changement du régime en lui-même. Les protestataires dénoncent l'omniprésence policière et la corruption des membres du système

²⁸FILIU Jean-Pierre, *Le nouveau Moyen-Orient : Les peuples à l'heure de la Révolution syrienne*, Paris : Fayard, 2013, p. 118.

²⁹ ROMEO Lisa, *Syrie et Russie : Historiques des relations de 1946 à 2012*, [lesclesdumoyenorient.com](http://www.lesclesdumoyenorient.com/Syrie-et-Russie-historique-des.html), 16/02/2012, <http://www.lesclesdumoyenorient.com/Syrie-et-Russie-historique-des.html>, consulté le 18/07/2017.

³⁰ALOUTI Feriel, CAMUS Elvire, SALLON Hélène, *Du soulèvement populaire au conflit international, 6 ans de guerre en Syrie*, Paris : Le Monde.fr, http://www.lemonde.fr/proche-orient/visuel/2016/03/15/du-soulevement-populaire-au-conflit-international-cinq-ans-de-guerre-en-syrie_4882825_3218.html, consulté le 5/04/2017.

oligarchique au pouvoir. La combinaison d'un régime autoritaire et de la promesse non-tenue de progrès social attise la colère du peuple.³¹

C'est donc en mars 2011 que les premières contestations populaires voient le jour en Syrie.³² Elles débutent dans la ville de Deraa après l'arrestation, le 11 mars, d'une vingtaine d'adolescents âgés de 10 à 15 ans, pour avoir écrit sur les murs de leur école : « Le peuple veut renverser le régime ». Deraa, ville sunnite, n'a pourtant rien d'un foyer révolutionnaire, mais l'information de la prolongation de la détention des jeunes syriens se répand à travers cette ville conservatrice, et la protestation gagne en intensité.³³ Le 15 mars, des appels à déclencher le début de l'« intifada de la liberté » circulent à travers le pays et sa diaspora. Des grèves de la faim sont aussi entamées par les prisonniers politiques et des vidéos appelant à manifester commencent à circuler sur internet. Le même jour, une centaine de personnes manifestent à travers les souks de Damas. Cette manifestation, même si le nombre de participants peut sembler faible, marque le début de l'effritement du « mur de la peur ».³⁴ Trois jours plus tard, ce sont des milliers de personnes qui manifestent dans plusieurs villes du pays dont Deraa, déjà citée ci-dessus, où quatre manifestants sont tués. La vingtaine d'adolescents arrêtés le 11 mars sont finalement libérés, mais l'information selon laquelle ces jeunes ont été torturés se répand et provoque de nouveaux rassemblements à Deraa et dans sa région.³⁵

Le 27 avril 2011, la Russie, suivie par la Chine, utilise pour la première fois son veto au Conseil de sécurité de l'ONU pour bloquer une proposition de déclaration condamnant la répression menée par le régime de Damas. Celle-ci avait été portée à l'ONU par des pays occidentaux s'insurgeant de la situation en Syrie.³⁶ En effet, dans le courant du mois de mars et d'avril 2011, diverses manifestations pacifiques avaient été organisées notamment à Homs et Damas et avaient à nouveau

³¹ MIKAÏL Barah, « Syrie : regards géopolitiques », *Confluences Méditerranée*, 2014, vol. II, n°89, p. 9.

³² MIKAÏL Barah, *op. cit.*, p. 9.

³³ FILIU Jean-Pierre, *op. cit.*, p. 119.

³⁴ *Idem.*, p. 120.

³⁵ *Idem.*, p. 121.

³⁶ AFP, La Croix, *Conflit en Syrie : les grandes dates de la position russe*, Montrouge: La-croix.com, 02/10/2015, <http://www.la-croix.com/Actualite/Monde/Conflit-en-Syrie-les-grandes-dates-de-la-position-russe-2015-10-02-1363960>, consulté le 22/07/2017.

été réprimées dans le sang par les forces de l'ordre et les *chabbiha*³⁷, faisant des centaines de victimes et entraînant de nombreuses arrestations.³⁸

A l'inverse de la Tunisie ou de l'Égypte, où l'armée avait joué un rôle décisif en s'opposant au pouvoir en place, l'appareil sécuritaire syrien reste fidèle au régime.³⁹ La répression ne fait qu'augmenter le nombre de protestataires et en juillet 2011, ils sont des centaines de milliers à descendre dans les rues à travers tout le pays.⁴⁰ Indépendamment de toute connotation religieuse, mais c'est bien le seul moment où il est possible de déjouer la vigilance policière pour se regrouper⁴¹, la plupart des rassemblements se font le vendredi à la sortie de la mosquée. Dans un premier temps, ces protestations se font d'ailleurs en dehors de tous ralliements confessionnels⁴², et des slogans tels que « Ni sunnites, ni alaouites, ni druzes, ni ismaéliens, nous sommes tous Syriens ! » sont scandés.⁴³

Le 4 octobre 2011, la Russie exerce une nouvelle fois son droit de veto pour bloquer un projet de résolution soumis par la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne au Conseil de sécurité. Au vu du maintien de la violence dans la répression exercée par le régime syrien, ce projet visait à condamner et menacer le régime de Bachar al-Assad de « mesures ciblées ». En bloquant cette initiative occidentale, Moscou protège une nouvelle fois son allié syrien.⁴⁴ Le 8 janvier de l'année suivante, Moscou envoie des navires accoster à Tartous, seul port russe situé en Syrie.⁴⁵

³⁷ Les *chabbiha* sont des hommes armés travaillant à la solde du régime syrien.

³⁸ MAJED Ziad, *Syrie : la révolution orpheline*, Arles : Sindbad, 2014, p. 60.

³⁹ FRISCH Hillel, « The Role of the Military in the Arab Tumult », *Journal of Strategic Studies*, vol. XXXVI, n°2, pp. 177-179.

⁴⁰ ASARE Patrick, et alii, *Syria: The story of the conflict*, Londres : BBC News, 11/03/2016, <http://www.bbc.com/news/world-middle-east-26116868>, consulté le 5/04/2017.

⁴¹ FILIU Jean-Pierre, *op.cit.*, p. 123.

⁴² *Idem*, p. 125.

⁴³ YAZBEK Samar, *Feux croisés: journal de la révolution syrienne*, Paris: Buchet-Chastel, 2012, p. 29.

⁴⁴ ATTIA Syrine, *L'ONU et la Syrie, une histoire de veto et de résolutions adoptées*, Paris : Le Monde.fr, 20/12/2016, http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2016/12/20/qu-a-fait-le-conseil-de-securite-de-l-onu-depuis-le-debut-du-conflit-syrien_5052133_4355770.html, consulté le 22/07/2017.

⁴⁵ AFP, La Croix, *op. cit.*

1.2) Militarisation du conflit

Suite à l'intensification des protestations et de leur répression, de nombreux fonctionnaires et militaires quittent leur rang et entrent dans la clandestinité. Ce nombre augmentera encore à la suite du décret du 23 avril 2012 ordonnant à tous les hommes aptes au service de rejoindre les casernes.⁴⁶ Aucune revendication issue du mouvement de contestation ne semble aboutir, les conditions pour l'ancrage d'une guerre commencent ainsi à être réunies et le conflit commence à se militariser.⁴⁷ En juillet 2011, l'Armée Syrienne Libre (ASL) est créée par le colonel Riyad Al-Assad.⁴⁸ Elle vise à l'auto-défense de la population, notamment lorsque celle-ci exerce son droit à manifester.⁴⁹ Et c'est en 2012 et 2013 que les groupes armés se coordonnent au sein de l'ASL, grossissant ainsi ses rangs. Cette augmentation des recrues développe les chaînes de commandement hiérarchisées ainsi que l'organisation de l'ASL.⁵⁰

De son côté aussi, l'opposition politique s'organise. C'est ainsi qu'une union des groupes de contestataires, qu'ils soient exilés ou restés en Syrie, se réalise autour du Conseil National Syrien (CNS) dès le 2 octobre 2011.⁵¹ Ce Conseil est fondé sur trois principes : l'objectif à terme est la chute du régime, la mobilisation doit être pacifique et l'intégrité territoriale de la Syrie doit être respectée.⁵²

1.3) Régionalisation et internationalisation du conflit

Très tôt, les puissances régionales, telles que l'Iran et les pays du Golfe se retrouvent impliquées dans le conflit. La brutalité des répressions commises en Syrie pendant le Ramadan 2011 a choqué l'opinion publique y compris dans le monde arabo-musulman. Le Qatar puis l'Arabie Saoudite et le Koweït rappellent leur ambassadeur respectif. Dès septembre 2011, la Ligue arabe rompt son silence et

⁴⁶B BACZKO Adam, DORRONSORO Gilles, QUESNAY Arthur, *Syrie : Anatomie d'une guerre civile*, Paris : CNRS éditions, 2016, p. 109.

⁴⁷MIKAIL Barah, *op. cit.*, p. 10.

⁴⁸ALOUTI Ferial, CAMUS Elvire, SALLON Hélène, *op. cit.*

⁴⁹FILIU Jean-Pierre, *op. cit.*, p. 148.

⁵⁰BACZKO Adam, DORRONSORO Gilles, QUESNAY Arthur, *op. cit.*, p. 122.

⁵¹ALOUTI Ferial, CAMUS Elvire, SALLON Hélène, *op. cit.*

⁵²FILIU Jean-Pierre, *op. cit.*, p. 156.

élabore un plan de « sortie de crise », qui, en plus d'envisager des élections présidentielles pluralistes, prévoit aussi l'arrêt des répressions ainsi que la libération de prisonniers politiques et l'indemnisation des victimes. Avec ce plan, c'est la première fois que le régime Assad se voit menacé d'une éventuelle intervention arabe sur son territoire.⁵³ Ce plan ne connaîtra cependant pas de réelles suites. La Ligue arabe propose alors une mission d'observation, acceptée le 19 décembre 2011 par le régime en échange de la levée des sanctions prises à l'encontre de Damas quelques semaines plus tôt.⁵⁴ Mais cette mission d'observation est un échec, et devant ce constat d'impuissance, la Ligue arabe porte le dossier devant le Conseil de sécurité de l'ONU.⁵⁵

A l'image de ce qui s'est passé au cours des six premiers mois de conflit, la Russie et la Chine refusent d'approuver toutes résolutions amenant à une intervention dans le dossier syrien⁵⁶. Le Conseil de sécurité ne parvient donc qu'à adopter une déclaration non-contraignante, le 3 août 2011, condamnant « les violations généralisées des droits de l'homme et l'usage de la force contre les civils ».

En conséquence de cette inaction de l'ONU, la Ligue arabe, dirigée par le Qatar, soumet un plan de paix à l'Assemblée générale de l'ONU qui l'accepte à une majorité de 137 voix contre 12 et 17 abstentions. Le 24 février 2012, Kofi Annan est alors mandaté par l'ONU et la Ligue arabe comme envoyé spécial pour la Syrie.⁵⁷ Le Conseil de sécurité de l'ONU adopte dès le 14 avril 2012 une résolution prévoyant d'envoyer à Damas une mission préparatoire afin d'y dépêcher, à terme, des observateurs militaires non armés.⁵⁸ En juin 2012, suite à l'initiative de Kofi Annan, des négociations débutent à Genève dans un contexte d'impossibilité de trouver un terrain d'entente au sein du conseil de sécurité entre la Russie et la Chine d'une part, et les puissances occidentales d'autre part. Participent à ces négociations, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, les secrétaires généraux de

⁵³*Idem.*, p. 151.

⁵⁴*Idem.*, p. 187.

⁵⁵*Idem.*, p. 191.

⁵⁶*Ibidem.*

⁵⁷*Idem.*, p. 197.

⁵⁸Résolution 2042 du Conseil de sécurité sur la situation au Moyen-Orient, New-York : Nations Unies, 14 avril 2012, S/RES/2042 (2012).

l'ONU et de la Ligue Arabe, l'Irak, le Koweït et le Qatar (dans le cadre de leurs fonctions tournantes au sein de la Ligue Arabe), la Turquie ainsi que le Haut représentant des affaires étrangères de l'Union européenne.⁵⁹ Malgré ses véto utilisés pour empêcher toutes tentatives d'intervention de l'Occident et de ses partenaires en Syrie, Moscou soutient les initiatives visant à y engager un processus de dialogue national.⁶⁰ Les autorités russes expriment publiquement leur volonté d'instaurer un dialogue politique entre le gouvernement et l'opposition afin d'arriver à une résolution du conflit. Ainsi, comme l'affirme le Ministre des Affaires étrangères russe, Sergei Lavrov, la Russie estime que des « négociations avec la participation de toutes les parties, sans précondition et sans ingérence extérieure constituent la seule voie acceptable pour sortir de la crise ». Le Ministre russe reproche aux Occidentaux de « chercher à persuader l'opposition de refuser tout dialogue avec les autorités ».⁶¹

Autre élément d'importance dans ce dossier, l'apparition de combattants islamistes étrangers sur le territoire syrien dès la fin de l'année 2011.⁶² La montée des groupes islamistes dans l'opposition rend les puissances occidentales hésitantes à fournir un réel appui militaire aux rebelles en-dehors du cadre onusien. En conséquence, ces derniers éprouvent des difficultés à continuer leur conquête et le conflit s'enlise.⁶³ Très tôt dans le conflit, un afflux d'armes provenant des puissances étrangères vient équiper les différentes parties. Ainsi les pays du Golfe, tels que le Qatar et l'Arabie Saoudite, arment directement l'opposition syrienne.⁶⁴ Les puissances occidentales fournissent également des armes aux opposants au régime. Ce fut le cas par exemple de la France qui, de l'aveu François Hollande, a soutenu la

⁵⁹ *Les cinq membres du Conseil de sécurité au chevet de la Syrie*, Paris : Le Monde.fr, 30/06/2012, http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2012/06/30/les-cinq-membres-du-conseil-de-securite-au-chevet-de-la-syrie_1727316_3218.html, consulté le 18/07/2017.

⁶⁰ KOZHANOV Nikolay, *op. cit.*, p. 48.

⁶¹ de TINGUY Anne, « Chapitre 4 : La Russie face aux révoltes libyenne et syrienne : Des enjeux jugés majeurs, une politique défensive », in OUALDI M'hamed, PAGES-EL KAROUI Delphine, VERDEIL Chantal, (sous la direction de), *Les ondes de choc des révolutions arabes*, Beyrouth : Presses de l'Ifpo, 2014, pp. 85-103. [En ligne], disponible sur : <http://books.openedition.org/ifpo/6930?lang=fr> [consulté le 22/07/2017]

⁶² MIKAIL Barah, *op. cit.*, p. 10.

⁶³ ALOUTI Ferial, CAMUS Elvire, SALLON Hélène, *op. cit.*

⁶⁴ *Ibidem*.

« rébellion syrienne démocratique » en lui fournissant des armes.⁶⁵ Les Etats-Unis soutiennent eux aussi les forces rebelles, notamment en formant ceux-ci à travers un programme d'entraînement lancé en 2013.⁶⁶ La Russie et l'Iran quant à eux, soutiennent ouvertement et arment le régime de Bachar al-Assad.⁶⁷ En plus d'honorer les commandes d'armes et autres matériels militaires passées par le régime de Damas, la Russie envoie des conseillers militaires en Syrie. L'Iran y déploie des milices armées, et le Hezbollah libanais combat aussi au côté des forces gouvernementales syriennes.⁶⁸

Le conflit prend un nouveau tournant le 21 août 2013, lorsqu'une attaque à l'arme chimique, imputée au régime syrien, fait 1500 morts parmi les civils. Cet acte marque le dépassement de la « ligne rouge » établie par Barack Obama⁶⁹, David Cameron et François Hollande un an plus tôt. Washington et Londres réfutent cependant l'idée d'une intervention militaire, la rendant ainsi impossible.⁷⁰ Sous l'impulsion russe, le 27 septembre 2013, un accord est finalement trouvé au Conseil de Sécurité des Nations Unies qui adopte la résolution 2118. Celle-ci vise à la destruction de l'arsenal d'armes chimiques et de destruction massive du régime syrien, mais prévient aussi l'éventuelle velléité d'intervention des Etats-Unis et leurs alliés.⁷¹ Le 31 octobre 2013, l'Organisation pour la prohibition des armes chimiques annonce que le gouvernement syrien a détruit tout son arsenal déclaré d'armes chimiques ainsi que ses infrastructures de production.⁷²

Le 22 mai 2014, la Russie et la Chine utilisent pour la quatrième fois leur droit de veto depuis le début du conflit pour bloquer une proposition de résolution au Conseil de sécurité concernant la Syrie. Au vu de la persistance de la répression, la

⁶⁵ *François Hollande confirme avoir livré des armes aux rebelles en Syrie*, Paris : Le Monde.fr, 20/08/2014, http://www.lemonde.fr/politique/article/2014/08/20/la-france-a-bien-livre-des-armes-aux-rebelles-en-syrie_4473715_823448.html, consulté le 23/07/2017.

⁶⁶ *La CIA met fin à son soutien aux rebelles syriens*, Paris : Le Monde.fr, 20/07/2017, http://www.lemonde.fr/syrie/article/2017/07/20/la-cia-met-fin-a-son-soutien-aux-rebelles-syriens_5162781_1618247.html, consulté le 23/07/2017.

⁶⁷ FILIU Jean-Pierre, *op. cit.*, p. 151.

⁶⁸ KOZHANOV Nikolay, *op. cit.*, p. 60.

⁶⁹ LASERRE Isabelle, *Barack Obama établit une « ligne rouge » en Syrie*, Paris : Le Figaro, 22/08/2012, <http://www.lefigaro.fr/international/2012/08/22/01003-20120822ARTFIG00265-barack-obama-etablit-une-ligne-rouge-en-syrie.php>, consulté le 11/06/2017.

⁷⁰ ALOUTI Feriel, CAMUS Elvire, SALLON Hélène, *op. cit.*

⁷¹ KOZHANOV Nikolay, *op. cit.*, p. 46.

⁷² *Syrian civil war : Fast facts*, Atlanta : CNN, <http://edition.cnn.com/2013/08/27/world/meast/syria-civil-war-fast-facts/>, mis à jour le 4/04/2017, consulté le 6/04/2017.

résolution, proposée par la France, visait à saisir le Procureur de la Cour pénale internationale pour les crimes commis par le régime de Damas.⁷³ Ce nouveau veto confirme une nouvelle fois la protection offerte par Moscou à son allié syrien au sein du Conseil de sécurité.

1.4) Propagation terroriste et réaction internationale

L'instabilité régnant en Syrie ainsi que la division au sein des rangs de l'opposition ont favorisé l'émergence et la montée en puissance de groupes djihadistes tels que la branche officielle d'Al-Qaïda, le Front Al-Nosra créé le 24 janvier 2012⁷⁴, ou encore le groupe terroriste Etat Islamique en Irak et au Levant (EIIL), apparu en Syrie dès avril 2013. Ce dernier, rebaptisé « Etat Islamique » (EI), proclame l'instauration d'un « califat » le 28 juin 2014 après avoir conquis la ville irakienne de Mossoul.⁷⁵ L'organisation djihadiste sunnite compte parmi ses rangs de nombreux combattants étrangers venant principalement des pays avoisinant la Syrie, ou encore d'Europe, de Russie ou d'Afrique du Nord.⁷⁶ En effet, près de 30 000 djihadistes étrangers combattent aux côtés de l'EI qui a revendiqué de nombreux attentats, notamment en Europe, dans le golfe Arabo-Persique, au Maghreb ou encore au Proche-Orient.⁷⁷ Dans ce contexte de montée du radicalisme religieux et de l'afflux de ressortissants étrangers au sein de l'opposition syrienne, le Kremlin organise deux rencontres à Moscou, appelées Moscou I et II, et qui se sont tenues du 26 au 29 janvier et du 6 au 9 avril 2015. Ces rencontres avaient pour objectif de lancer un processus de dialogue national réunissant des représentants du régime de Damas et une partie de l'opposition.⁷⁸ Cependant les groupes d'opposition les plus représentatifs n'étant pas présents, les résultats se sont limités à la signature des

⁷³ Couverture des réunions du Conseil de Sécurité, *La Chine et la Fédération de Russie bloquent un projet de résolution sur la saisine de la Cour pénale internationale (CPI) pour les crimes graves commis en Syrie*, New-York : Nations Unies, 22/05/2014, CS/11407, <https://www.un.org/press/fr/2014/CS11407.doc.htm>

⁷⁴ BACZKO Adam, DORRONSORO Gilles, QUESNAY Arthur, *op. cit.*, p. 230.

⁷⁵ *Idem*, p. 236.

⁷⁶ ASARE Patrick, et alii, *op. cit.*

⁷⁷ ALOUTI Feriel, CAMUS Elvire, SALLON Hélène, *op. cit.*

⁷⁸ KOZHANOV Nikolay, *op. cit.*, p. 52.

modestes « principes de Moscou », et les différentes parties se sont quittées sans fixer de date pour une nouvelle rencontre.⁷⁹

Mais cette propagation du groupe terroriste sunnite a des conséquences au-delà de la Syrie. En effet, le nombre grandissant de personnes fuyant le conflit et la progression de l'EI augmente considérablement le nombre de réfugiés dans les pays limitrophes tels que le Liban, ou même en Europe. En plus de la crise humanitaire qu'il engendre, le conflit ravive aussi les tensions communautaires entre chiites et sunnites. Ainsi, l'Iran, puissance chiite et allié inconditionnel du régime de Bachar al-Assad, combat directement l'EI. Quant aux puissances sunnites des monarchies du Golfe, telles que l'Arabie Saoudite, le Bahreïn ou les Emirats arabes unis, elles s'opposent au régime syrien et font partie de la coalition internationale qui lutte contre l'EI.⁸⁰

Cette montée en puissance du groupe terroriste Etat islamique fait réagir la communauté internationale. Dès août 2014 est créée une coalition internationale de laquelle la Russie est absente. Cette coalition a pour objectif d'attaquer les positions de l'EI à l'aide de frappes aériennes, en Irak dans un premier temps.⁸¹ Dans un deuxième temps, le 22 septembre 2014, la coalition internationale, menée par les Etats-Unis et composée d'une soixantaine de pays arabes et occidentaux, effectue des frappes aériennes sur le territoire syrien avec également pour cible l'EI.⁸² Contrairement à l'intervention en Irak, où les frappes sont effectuées en accords avec les autorités, le régime syrien s'oppose à ces interventions, bien qu'il ne les combatte pas.⁸³ Le 30 septembre 2015, c'est au tour de la Russie de s'engager militairement sur le territoire syrien, et ce de manière directe. En effet, en vue de soutenir son allié Bachar al-Assad, Moscou engage des frappes aériennes contre l'Etat islamique, mais dans les faits, celles-ci visent surtout l'opposition au régime.⁸⁴ Ces interventions armées ont néanmoins pour conséquence un recul de l'Etat islamique, comme

⁷⁹ *Idem*, p. 53.

⁸⁰ *Ibidem*.

⁸¹ *Ibidem*.

⁸² BACZKO Adam, DORRONSORO Gilles, QUESNAY Arthur, *op. cit.*, p. 382.

⁸³ ALOUTI Ferial, CAMUS Elvire, SALLON Hélène, *op. cit.*

⁸⁴ KOZHANOV Nikolay, *op. cit.*, p. 28.

l'illustre la reprise par l'ASL, soutenue par les forces turques, de la ville de Dabiq jusqu'alors aux mains de l'organisation terroriste.⁸⁵

L'intervention militaire russe coûte cher et Moscou ne veut pas s'enliser dans une position critiquée par certaines puissances régionales. Pour cette raison, le Kremlin intensifie ses tentatives de revitaliser les négociations internationales. Ses efforts diplomatiques mèneront aux négociations de Vienne I et II qui se sont tenues respectivement le 30 octobre et le 14 novembre 2015.⁸⁶ Ces réunions ont rassemblé les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, ainsi que des représentants de l'UE, de l'Allemagne, de l'Iran, de l'Irak, de l'Italie, de la Jordanie, du Liban, de l'Oman, du Qatar, de l'Arabie Saoudite, de la Turquie, des Emirats arabes unis et de l'ONU. Ces négociations envisageaient une transition politique assurée par les Syriens eux-mêmes avec une rencontre entre l'opposition et le régime prévue le 1^{er} janvier de l'année suivante, ainsi que la mise en place d'un cessez-le-feu.⁸⁷ Ces résultats de négociations ont ensuite été avalisés par la résolution 2254 prise à l'unanimité au Conseil de Sécurité de l'ONU⁸⁸ mais resteront sans suite.

La fin de l'année 2016 est marquée par la reprise par le régime syrien de la partie Est de la ville d'Alep, alors aux mains de la rébellion. Alep Est est en effet reconquis par le régime le 22 décembre 2016.⁸⁹ Mais pour parvenir à ses fins, plusieurs mois de combat auront été nécessaires à l'armée syrienne, aidée par le Hezbollah libanais, par des milices chiites étrangères soutenues par l'Iran, ainsi que par les bombardements russes. Cette reconquête meurtrière s'est aussi soldée par un accord de cessez-le-feu et une évacuation des derniers civils présents dans la ville.⁹⁰ Le 29 décembre, une proposition de cessez-le-feu à travers toute la Syrie est adoptée

⁸⁵ ZERROUKY Madjid, *Avec Dabiq, l'organisation Etat islamique perd la ville symbole de sa propagande*, Paris : Le Monde.fr, 16/10/2016, http://www.lemonde.fr/djihad-online/article/2016/10/16/avec-dabiq-l-etat-islamique-perd-la-ville-symbole-de-sa-propagande_5014638_4864102.html, mis à jour le 17/10/2016, consulté le 12/06/2017

⁸⁶ KOZHANOV Nikolay, *op. cit.*, p. 69.

⁸⁷ *Déclaration du groupe de soutien international à la Syrie (Vienne, 14 novembre 2015)*, Paris : France Diplomatie, 2015, <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/syrie/evenements/actualites-2015/article/declaration-du-groupe-de-soutien-international-a-la-syrie-vienne-14-11-15>, consulté le 12/06/2017.

⁸⁸ Résolution 2254 du Conseil de sécurité sur la situation au Moyen-Orient, New-York : Nations Unies, 18 décembre 2015, S/RES/2254 (2015).

⁸⁹ ALOUTI Feriel, CAMUS Elvire, SALLON Hélène, *op. cit.*

⁹⁰ *Syrie : Accord Russie-Turquie-Iran*, Paris : Libération, 20 décembre 2016, http://www.liberation.fr/planete/2016/12/20/syrie-accord-russie-turquie-iran_1536606, consulté le 12/04/2017.

au Conseil de sécurité. Elle est soumise à l'ONU par Moscou, Téhéran et Ankara qui se portent tous trois garants du bon respect de celle-ci, laissant les puissances occidentales sur le côté.⁹¹ Le 23 janvier 2017, ces trois mêmes pays sont à l'initiative de nouvelles négociations se déroulant cette fois à Astana. Même si aucun texte ne parviendra à être signé à l'issue de celles-ci, l'avancée de cette rencontre réside dans le fait que pour la première fois, les représentants du régime et les groupes armés de l'opposition se sont réunis autour de la même table pour négocier.⁹²

En conclusion, le conflit syrien s'est développé en plusieurs étapes débutant par une contestation populaire dans la mouvance des printemps arabes. La volonté de l'opposition de régler le conflit sans violence n'a pas suffi et la répression exercée par le régime en place a peu à peu conduit l'opposition à recourir aux armes entraînant la militarisation du conflit. Cette contestation du peuple syrien a ensuite vu l'implication d'acteurs régionaux et internationaux ainsi que de groupes terroristes islamistes rendant de plus en plus complexe la résolution de la crise. Les tentatives d'action de la part du Conseil de sécurité ont pour la plupart été bloquées par les vétos de la Chine et de la Russie, cette dernière protégeant ainsi son allié syrien. Moscou s'est impliqué diplomatiquement en étant à l'initiative de plusieurs rencontres internationales, et n'a pas hésité à intervenir militairement en dehors du cadre onusien afin d'aider son allié Bachar al-Assad.

⁹¹ GAMANDIY-EGOROV Mikhail, *Quand les relations russo-turques déjouent les pronostiques*, Moscou : Sputnik, 31/01/2017, https://fr.sputniknews.com/points_de_vue/201701311029870203-russie-turquie-relations/, consulté le 2/08/2017.

⁹² BERNARD Anne, SAAD Hwaida, *op. cit.*

Chapitre 2 : Distribution du pouvoir et idéologie de Vladimir Poutine

Les intérêts nationaux déterminant les axes de la politique étrangère menée par la Russie, il paraît pertinent de tenter de comprendre la combinaison des facteurs qui vont en commander le choix. Ce chapitre s'attachera à démontrer l'importance du pouvoir attribué au Président russe, l'influence de l'idéologie de ce dernier sur la détermination des intérêts poursuivis par Moscou, et donc sur la politique étrangère menée par le pays.

2.1) Distribution du pouvoir en Russie

Pour les réalistes, c'est le système international et sa distribution de la puissance entre les Etats qui influence majoritairement les décisions prises par les dirigeants. Mais ils s'accordent cependant à dire que l'examen des caractéristiques intra étatiques peut s'avérer nécessaire pour comprendre l'élaboration de la stratégie d'une politique étrangère.⁹³

Depuis la chute de l'URSS en 1991, la Russie, composée de 85 entités fédérées, est passée à un régime semi-présidentiel dans lequel le Président qui exerce le rôle de chef de l'exécutif, s'est vu octroyer une large partie du pouvoir, notamment pour ce qui concerne l'élaboration de la politique étrangère.⁹⁴ En effet, la Constitution de 1993 a prévu un processus de prise de décision en matière de politique étrangère bâti sur une structure pyramidale centralisée et contrôlée par le Président.⁹⁵ Selon l'article 80 de cette même Constitution, le Président représente la Fédération de Russie dans les relations internationales, et l'article 86 précise quant à lui que le chef de l'exécutif supervise le déroulement de la politique étrangère russe et signe les traités internationaux. Le Président est aussi le commandant en chef des armées (article 87). Il détient encore le pouvoir de nommer les ministres, les

⁹³ BATTISTELLA Dario, SMOUTS Marie-Claude, VENNESSON Pascal, *op. cit.*, pp. 420-421.

⁹⁴ LABRECQUE Charles-Louis, « Russia », Lecture, *Selected Topics in Governance*, Vancouver : Simon Fraser University, 2 novembre 2016.

⁹⁵ MARSH Christopher, Gvosdev Nikolas K., *op. cit.*, p. 27.

ambassadeurs et les hauts fonctionnaires et celui de définir les stratégies de sécurité nationale et internationale suivies par la Russie (article 83).⁹⁶ Même si ces dernières années de nouveaux cabinets ont été créés dans le but d'élargir le nombre de personnes impliquées dans le processus décisionnel, c'est le Président, garant de la Constitution, qui définit les principales directions politiques suivies par le pays que ce soit au niveau domestique ou international.⁹⁷

2.1.1) Relation Président - Premier Ministre, un rapport asymétrique ?

La relation actuelle entre le chef de l'exécutif et son Premier Ministre est asymétrique. Contrairement au premier Président russe de l'ère post-soviétique, Boris Yeltsin, qui s'était efforcé de transmettre plus de pouvoir à son Premier Ministre, Vladimir Poutine préfère opter pour ce qu'il appelle la « *verticale du pouvoir* ». Ce terme réfère à une recentralisation du pouvoir accordé initialement au gouvernement et aux entités fédérées vers le Président.⁹⁸ Sous l'administration Poutine, le Premier Ministre est donc subordonné au Président.⁹⁹

2.1.2) La relation entre le pouvoir exécutif et législatif

La relation entre le pouvoir exécutif et législatif est également asymétrique. Le pouvoir législatif est composé de deux Chambres : la Chambre haute, et la Douma. Cette dernière est composée de 150 sièges et représente la population. La Douma dispose de la capacité d'initier le processus de destitution du Président, mais c'est là un des seuls pouvoirs qu'elle peut exercer sur celui-ci.¹⁰⁰ Concernant son influence sur la politique étrangère menée par la Russie, le pouvoir législatif a, encore une fois, une influence limitée. Ainsi, la Chambre basse peut voter des résolutions, mais celles-ci ne sont pas pour autant contraignantes pour l'exécutif. Par ailleurs, la Chambre basse peut aussi contribuer à donner une plus grande marge de manœuvre au pouvoir exécutif. Ce fut par exemple le cas en 2012. Lorsque les Etats-

⁹⁶ Constitution de la Fédération de Russie, adoptée le 12 décembre 1993, accessible à l'adresse : <http://www.constitution.ru/fr/>

⁹⁷ KENDALL Bridget, *Will Power Shift from the Kremlin ?*, Londres : BBC News, 6/05/2008, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/7273637.stm>, consulté le 27/06/2017 ; et MARSH Christopher, Gvosdev Nikolas K., *op. cit.*, p. 38.

⁹⁸ MARSH Christopher, Gvosdev Nikolas K., *op. cit.*, p. 27.

⁹⁹ *Idem*, p. 28.

¹⁰⁰ LABRECQUE Charles-Louis, « Russia », *Lecture, op. cit.*

Unis ont sanctionné des Officiels russes accusés d'avoir violé les Droits de l'Homme, la Douma a alors voté une loi interdisant aux citoyens américains d'adopter des enfants russes. De cette manière, l'action du pouvoir législatif a permis à la Russie de répondre aux sanctions américaines, sans que Vladimir Poutine ne doive intervenir directement, évitant ainsi de trop envenimer les relations américano-russes.¹⁰¹ Le pouvoir législatif avait plus d'indépendance et d'influence dans la seconde partie des années 1990, mais à l'arrivée à la présidence de Vladimir Poutine, la situation change. Le nouveau Président instaure dans son parti (Russie Unie) qui est majoritaire dans les deux Chambres, une sévère discipline de soutien au gouvernement, avec pour conséquence que le pouvoir exécutif bénéficie du support du législatif et dispose d'une plus grande marge de manœuvre.¹⁰²

En résumé, malgré la création de cabinets qui ont quelque peu élargi le cercle des personnes impliquées dans le processus de décision, le pouvoir dans le système politique russe est fortement concentré entre les mains du Président.¹⁰³ Les relations de celui-ci avec son Premier Ministre et le pouvoir législatif sont asymétriques. Le pouvoir du Président est d'autant plus fort que ce dernier dispose, avec Russie Unie, d'une majorité dans les deux Chambres, et jouit ainsi d'un large soutien dans ses prises de décision politique.

2.2) Idéologies influençant Vladimir Poutine

2.2.1) *Le tournant conservateur*

Lorsque Vladimir Poutine est élu pour la première fois à la présidence en 2000, il se présente comme un réformateur et un libéral. Un mois après son élection, un étudiant lui pose cette question : « Le vieillissement de l'âme mène au conservatisme. Qu'en pensez-vous ? », ce à quoi le nouveau Président répond : « Je veux vous rassurer, je me sens plutôt jeune. En tout cas, je ne sens pas mon âge. », sous-entendant qu'il n'est pas conservateur.¹⁰⁴

¹⁰¹ MARSH Christopher, Gvosdev Nikolas K., *op. cit.*, p. 30.

¹⁰² *Idem*, p. 31.

¹⁰³ *Idem*, p. 38.

¹⁰⁴ ELTCHANINOFF Michel, *Dans la tête de Vladimir Poutine : Essai*, Arles : Solin-Actes Sud, 2015, p. 61.

Cependant, treize ans plus tard, lorsqu'il lui est demandé de commenter la phrase suivante : « Beaucoup deviennent conservateurs avec l'âge », sa réponse est différente. Vladimir Poutine répond alors : « Vous avez sans doute raison. Et pourtant je pense que ceci a un certain sens, car conservatisme ne signifie pas du tout stagnation. Le conservatisme, c'est s'appuyer sur les valeurs traditionnelles, mais pour mieux viser le développement. »¹⁰⁵ Ce changement de vision et le durcissement politique se manifestent au fur et à mesure des différents mandats de Vladimir Poutine et ce à la suite de quelques événements clés. L'un d'entre eux est la tragédie de Beslan, petite ville du Caucase où, en septembre 2004, 400 personnes ont perdu la vie après une prise d'otages dans une école, par des séparatistes tchétchènes. A la suite de ce drame, le Président russe décide au nom de la stabilité, que les gouverneurs de ces régions seront désormais désignés et non plus élus.¹⁰⁶

Les différentes révolutions de couleurs sont autant d'autres événements qui ont conduit au durcissement de la position du Président russe. En effet, ces révoltes du début des années 2000 sont venues déstabiliser « l'étranger proche » de la Russie.¹⁰⁷ Les révolutions de couleurs, amenant au pouvoir des dirigeants résolument pro-occidentaux dans des pays tels que la Géorgie en 2003 ou l'Ukraine l'année suivante, sont interprétées par les autorités russes comme une tentative de déstabilisation orchestrée par la CIA. Voyant ces pays issus de l'Union Soviétique quitter le patronage russe, Vladimir Poutine se sent entouré de puissances hostiles et se tourne de plus en plus vers les valeurs traditionnelles. Il définit, avec l'aide de ses conseillers, le concept de la « démocratie souveraine ».¹⁰⁸ Ce concept sera développé plus amplement dans la partie suivante.

2.2.2) Promotion du patriotisme russe

A son retour à la présidence en 2012, et face à des manifestations populaires protestant contre son élection, Vladimir Poutine marque un conservatisme de plus en

¹⁰⁵ POUTINE Vladimir (Président de la Fédération de Russie), *entretien*, réalisé par Channel One et Associated Press, Novo-Ogaryovo, 3/09/2013.

¹⁰⁶ ELTCHANINOFF Michel, *Dans la tête de Vladimir Poutine : Essai*, op. cit., p. 63.

¹⁰⁷ *Idem*, p. 64.

¹⁰⁸ *Idem*, p. 65.

plus assumé et clame de plus en plus haut son patriotisme.¹⁰⁹ Une propagande officielle se met en place dans le but d'animer le sentiment nationaliste et patriotique au sein de la population russe et cet appel reçoit un accueil positif auprès du peuple. Une large proportion de la population plus modeste mais aussi une partie non négligeable des élites manifestent leur souhait d'un dirigeant privilégiant les intérêts nationaux et renforçant les relations avec les pays non-occidentaux.¹¹⁰ Le retour à la présidence de Vladimir Poutine s'accompagne donc d'une augmentation du nationalisme russe. A la mi-septembre 2012, Vladimir Poutine lance un programme d'éducation patriotique de la jeunesse visant à éduquer les enfants du pays en leur inculquant les valeurs et bases éthiques russes afin de renforcer le pays.¹¹¹ L'objectif est de protéger la jeunesse russe de l'influence de la culture occidentale, ce qui marque le début de l'« offensive » contre l'Occident.¹¹²

En 2013, face aux spécialistes de la Russie venant du monde entier et réunis au club Valdaï, le Président russe confirme son virage conservateur en prônant la défense d'une identité nationale russe, fondée sur le patriotisme, les valeurs chrétiennes et la famille traditionnelle, contre les attaques venant de l'Occident.¹¹³ Peu à peu, Vladimir Poutine instaure un climat d'opposition de plus en plus radicale avec l'Occident, se présentant comme un défenseur des valeurs traditionnelles assiégées par les puissances étrangères et refusant d'être le « vassal » de ce « monde unipolaire ». ¹¹⁴ En 2014, juste après l'annexion de la Crimée, répondant à la question posée par des représentants de la société civile « Que signifie pour vous le peuple russe, l'homme russe ? », Vladimir Poutine en donne une définition l'opposant à l'homme occidental. Le Président définit l'homme russe comme étant animé d'un principe moral supérieur et prêt à sacrifier sa vie, alors que l'homme occidental serait, quant à lui, attiré par le seul intérêt matériel. En définissant l'homme russe de cette manière, Vladimir Poutine inclut donc les personnes non-ethniquement

¹⁰⁹ *Idem*, p. 67.

¹¹⁰ KOZHANOV Nikolay, *op. cit.*, p. 28.

¹¹¹ ELTCHANINOFF Michel, *Dans la tête de Vladimir Poutine : Essai*, *op. cit.*, p. 68.

¹¹² *Idem*, p. 69.

¹¹³ *Idem*, p. 70.

¹¹⁴ *Idem*, p. 72.

russe.¹¹⁵ Il modèle, choisit et met en évidence les valeurs russes qui cadrent avec la direction souhaitée par le Kremlin.¹¹⁶

Ce discours d'unité nationale autour de certaines valeurs est utilisé pour légitimer le rôle de l'Etat aux yeux de certaines élites supportant la distinction culturelle russe. Mais il renforce aussi le lien entre le pouvoir en place et les classes sociales populaires, favorables à une valorisation des valeurs russes et opposées aux classes moyennes plus cosmopolites et pro-occidentales.¹¹⁷ La promotion de ce modèle de la diversité russe rassemblée sous les mêmes valeurs cache donc en fait un appel à la mobilisation des forces russes, comme l'illustre la citation de Dimitri Medvedev, reprise par le Président russe dans un discours prononcé devant les deux Chambres en 2015 : « *Désunis, on nous détruira immédiatement. Notre force est dans l'unité, dans notre ardeur au combat, dans notre bienveillance familiale, qui augmente la population, et dans l'accroissement naturel de notre richesse intérieure et de notre amour de la paix.* »¹¹⁸ En citant cette phrase, Vladimir Poutine cherche à mettre en évidence le risque de la désintégration de l'Etat russe, et indique les solutions pouvant empêcher ce processus, et qui guident aussi sa politique. Les accents sont : « guerriers (« *notre ardeur au combat* »), démographiques (ce qui justifie le discours homophobe du Président et des élites russes, persuadés que la « culture homosexuelle » importée d'Occident est l'une des causes de la faiblesse démographique de la Russie), économiques enfin (« *l'accroissement de notre richesse intérieure* » doit dépendre, non plus de la seule exportation des matières premières mais d'une industrie nationale qui n'a que fort peu été développée dans la période 2000-2016). »¹¹⁹

Le Président russe affirme donc que la supériorité de l'homme russe par rapport aux autres réside dans sa faculté à risquer sa vie pour des valeurs supérieures. Pour illustrer cela, il cite, dans une « ligne directe »¹²⁰ du 17 avril 2014, un dicton

¹¹⁵ ELTCHANINOFF Michel, « L'État russe selon Poutine », *Le Débat*, 2016, vol. III, n° 190, p. 84.

¹¹⁶ TSYGANKOV Andrei P., « Chapitre 11 : Foreign Policy and Relations with United States », in WEGREN K. Stephen (sous la direction de), *Putin's Russia : Past imperfect, future uncertain*, 6^{ème} édition, Lanham : Rowman & Littlefield, 2016, p. 238.

¹¹⁷ *Ibidem*.

¹¹⁸ ELTCHANINOFF Michel, « L'État russe selon Poutine », *op. cit.*, p. 85.

¹¹⁹ *Ibidem*.

¹²⁰ La « ligne directe » est une émission télévisée russe durant laquelle le Président russe répond aux questions des citoyens.

populaire assurant que même « la mort est belle » lorsqu'elle est provoquée « pour les autres, pour son peuple, ou, pour parler le langage contemporain, pour la Patrie ». Il poursuit en affirmant que c'est en cela que se situent les racines du patriotisme russe et que c'est de là que « provient l'héroïsme massif durant les conflits et les guerres ». ¹²¹ En résumé, cette unité russe recherchée par les autorités et présentée comme une unité pluriethnique peut être interprétée comme un moyen d'arriver à un point où « l'appartenance à une communauté secondaire est oubliée au profit du sacrifice de soi pour l'Etat ». ¹²² Ceci permet d'expliquer en partie les discours belliqueux particulièrement manifestes depuis 2012 dans les médias russes mais aussi dans les communiqués officiels. ¹²³

2.2.3) La Russie comme alternative à l'Occident

La politique domestique mise en place par Vladimir Poutine, basée sur le patriotisme et la nostalgie d'une grande puissance, peut donc être interprétée comme la première étape de la reconstruction d'une Russie forte face aux puissances de l'Ouest. ¹²⁴ Cette mutation est la conséquence d'une évolution de position face à l'Occident. Le premier mandat de Vladimir Poutine est marqué par une approche pragmatique et un redressement économique du pays qui lui permettent d'obtenir le soutien populaire, lui offrant une plus grande marge de manœuvre pour se rapprocher de l'Occident, tout en affirmant la Russie comme un acteur à part entière.

Les choses évoluent à partir de 2004, lors de son deuxième mandat. Tout d'abord, le développement économique du pays permet maintenant à Vladimir Poutine de conditionner davantage ses liens avec l'Occident, et de donner une position de plus en plus forte à la Russie. ¹²⁵ Par ailleurs, ces relations avec les puissances occidentales se détériorent à la suite d'événements extérieurs. Ainsi, les révolutions de couleurs en Géorgie (2003) et en Ukraine (2004), ou encore les adhésions de dix nouveaux Etats membres à l'Union européenne du 1^{er} mai 2004, et

¹²¹ *Idem*, pp. 85-86.

¹²² *Idem*, p. 86.

¹²³ *Ibidem*.

¹²⁴ McNABB, David E., *Vladimir Putin and Russia's Imperial Revival*, Boca Raton (Fla.) : CRC, 2016, p. 178.

¹²⁵ FOLLEBOUCKT Xavier, *Kremlinologie 2.0 : la politique étrangère russe à l'épreuve du poutinisme*, Louvain-la-Neuve : Chaires InBev - Baillet Latour – CECRI, « Note d'analyse », n°54, mars 2017, p. 6.

de sept nouveaux pays à l'OTAN le 29 mars 2004, comportant parmi eux des anciennes républiques soviétiques et des anciens Etats satellites de l'URSS, endommagent considérablement les relations qu'entretient la Russie de Vladimir Poutine avec l'Occident.¹²⁶ Ces nouvelles adhésions suscitent un véritable sentiment d'état de siège de la Russie qui adopte alors une géopolitique défensive et commence une modernisation de son armée.¹²⁷ Cette escalade des tensions entre les deux parties du globe peut être interprétée à travers le concept du dilemme de sécurité. La Russie envisageant le rapprochement des organisations occidentales de ses frontières comme une menace, elle prend des mesures visant à répondre à ce danger. Dans son discours à la 43^{ème} conférence de Munich sur la sécurité en 2007, Vladimir Poutine affirme que cet élargissement de l'OTAN « *représente une provocation sérieuse qui réduit le niveau de confiance mutuelle* ». ¹²⁸

Cette montée des tensions avec l'Occident va quelque peu s'estomper durant la période s'étalant de 2008 à 2012 avec l'accession à la Présidence de Dimitri Medvedev qui arbore un style plus moderne et davantage tourné vers l'Ouest.¹²⁹ La crise économique de 2008 touche fortement l'économie russe et la fragilise, le nouveau Président a alors tout intérêt à développer les liens économiques et technologiques avec les puissances occidentales.¹³⁰

En septembre 2011, Vladimir Poutine annonce sa candidature aux élections présidentielles de l'année suivante, provoquant des manifestations populaires contre ce retour et exigeant une plus grande transparence politique. Vladimir Poutine voit en ces mobilisations une tentative des Etats-Unis de l'écarter du pouvoir.¹³¹ De plus, un autre élément a considérablement contribué à la dégradation des relations russo-occidentales. Il s'agit du sentiment de trahison ressenti par Vladimir Poutine dans le contexte du conflit libyen. En effet, le 17 mars 2011, lorsque la Russie accepte de s'abstenir d'utiliser son droit de veto pour la résolution 1973 du Conseil de Sécurité

¹²⁶ LO Bobo, *Russia and the new world order*, London : Brookings Institution Press, 2015, p. 23.

¹²⁷ McNABB, David E., *op. cit.*, p. 59.

¹²⁸ Discours de Vladimir Poutine, discours à la 43^{ème} Conférence de Munich sur la sécurité, 10/02/2007, <http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/24034>, consulté le 4/07/2017.

¹²⁹ PACER Valerie A., *Russian Foreign Policy under Dmitry Medvedev, 2008–2012*, Londres : Routledge, 2016, pp. 5-6.

¹³⁰ TSYGANKOV Andrei P., *op. cit.*, p. 233.

¹³¹ FOLLEBOUCKT Xavier, *Kremlinologie 2.0 : la politique étrangère russe à l'épreuve du poutinisme*, *op. cit.*, p.7.

de l'ONU, instaurant ainsi une zone d'exclusion aérienne en Libye, elle insiste pour que cette intervention ne provoque pas directement un changement par la force du régime libyen. Or, l'intervention de l'OTAN a une responsabilité directe dans la capture, suivie de l'exécution de Mouammar Kadhafi, ce qui a été perçu par Moscou comme une violation de cette résolution 1973.¹³² C'est donc dans un contexte de fortes tensions avec l'Occident, et plus précisément avec Washington, que le Président russe débute son troisième mandat en 2012. Les autorités russes utilisent ce contexte afin de rassembler la nation en l'opposant à l'ennemi héréditaire américain qui tenterait d'imposer au monde sa volonté impérialiste.¹³³

Vladimir Poutine tire son idéologie de nombreuses sources philosophiques, mais toutes ont deux principes en commun : l'idée de la création d'un empire, et l'apologie de la guerre. Dans son livre, Michel Eltchaninoff explique que d'après un entretien avec Alexandre Prokhanov¹³⁴, la Russie tente de bâtir un nouvel empire en vue d'instaurer un nouveau front anti-occidental et de restaurer la Russie originelle perdue à la suite de la chute de l'URSS.¹³⁵ La renaissance de l'impérialisme russe, illustrée par l'annexion de la Crimée de 2014, marque aussi une rupture avec les deux premiers mandats présidentiels de Vladimir Poutine. En effet entre 2000 et 2008, ce dernier avait montré le souhait de négocier, en collaboration avec l'Occident, une coexistence pacifique et amicale avec ses voisins, anciennes républiques soviétiques.¹³⁶ Mais l'intervention armée en Crimée rompt avec ce discours. Outre les raisons historiques et géopolitiques, cette intervention permet à la Russie d'envoyer le message aux autres puissances, qu'elle n'hésiterait plus à utiliser la force pour maintenir son influence dans des régions stratégiques. Elle a aussi fait prendre conscience à l'Occident de l'émergence d'une Russie différente et dirigée par un Président fort.¹³⁷

Cette utilisation de la force marque un autre changement radical dans le discours de Vladimir Poutine jusque-là strictement opposé au recours à la force pour

¹³² PICHON Frédéric, *op. cit.*, p. 114.

¹³³ LO Bobo, *op. cit.*, pp. 24-25.

¹³⁴ Idéologue proche de l'extrême droite, et chroniqueur très suivi. Bien que trop extrémiste pour être directement un inspirateur de Vladimir Poutine, ses propos commencent, selon lui, à « avoir de l'effectivité », sur certains conseillers du Président.

¹³⁵ ELTCHANINOFF Michel, *Dans la tête de Vladimir Poutine : Essai*, *op. cit.*, p. 137.

¹³⁶ McNABB, David E., *op. cit.*, p. 58.

¹³⁷ *Idem*, p. 179.

résoudre un conflit international. Ce changement de cap est officialisé, dans un document officiel de 2013 reprenant les concepts de la politique étrangère russe. L'article 27 y précise que l'usage de la force est une option envisageable à la résolution de problèmes internationaux au même titre que les outils diplomatiques, économiques, etc. Cet article spécifie aussi que le choix du type de dispositif utilisé dépend des intérêts de la Russie.¹³⁸ Le point suivant du document stipule quant à lui que « *La Russie mène une politique destinée à la création d'un système de relations internationales stable et solide qui s'appuie sur le droit international et est basée sur les principes de l'égalité, du respect mutuel, de la non-intervention dans les affaires intérieures des états.* »¹³⁹ La Russie insiste donc sur la non-ingérence et le respect des lois internationales, ce qui pourrait sembler paradoxal au regard de l'intervention en Ukraine. Cependant Vladimir Poutine justifie l'annexion de la Crimée comme étant un acte de défense de la civilisation russe contre l'encerclement politique et culturel de celle-ci par les valeurs occidentales.¹⁴⁰ La modernisation de l'armée russe s'inscrit aussi dans un cadre de maximisation de sa sécurité nationale, qui est l'une des priorités supérieures pour l'Etat russe.¹⁴¹

2.2.4) La Russie, grande puissance dans un système multipolaire

Un des principaux thèmes revenant constamment dans les documents structurant la politique extérieure russe et ses relations avec les puissances étrangères est la quête d'une reconnaissance internationale de la Russie en tant que grande puissance. Vladimir Poutine insiste sur le statut d'Etat de droit, souverain, démocratique et ayant la légitimité d'exercer son pouvoir à l'étranger si ses intérêts vitaux sont en jeu.¹⁴² Guidée par cette volonté de regagner ce statut de grande puissance perdu après la chute de l'URSS et de devenir un acteur géopolitique égal aux Etats-Unis, à la Chine ou encore à l'Union européenne dans un monde qui serait

¹³⁸ Concept of the Foreign Policy of the Russian Federation, approuvé par Vladimir Poutine le 12 février 2013, accessible à l'adresse : http://www.mid.ru/en/foreign_policy/official_documents/-/asset_publisher/CptICkB6BZ29/content/id/122186

¹³⁹ Concept of the Foreign Policy of the Russian Federation, approuvé par Vladimir Poutine le 12 février 2013, accessible à l'adresse : http://www.mid.ru/en/foreign_policy/official_documents/-/asset_publisher/CptICkB6BZ29/content/id/122186

¹⁴⁰ BOWEN Andrew S., GALEOTTI Mark, *Putin's empire of the mind*, Washington : Foreign Policy, 21/04/2014, <http://foreignpolicy.com/2014/04/21/putins-empire-of-the-mind/>, consulté le 5/07/2017.

¹⁴¹ Concept of the Foreign Policy of the Russian Federation, approuvé par Vladimir Poutine le 12 février 2013, accessible à l'adresse : http://www.mid.ru/en/foreign_policy/official_documents/-/asset_publisher/CptICkB6BZ29/content/id/122186

¹⁴² McNABB, David E., *op. cit.*, p. 58.

multipolaire, la première étape suivie par la Russie est la prise de distance avec l'Occident afin de contrebalancer son pouvoir.¹⁴³ La deuxième section du document rassemblant les concepts de la politique étrangère russe approuvée par Vladimir Poutine le 30 novembre 2016, débute en soulignant que l'échiquier international est en train de changer et que nous assistons à un passage d'un monde dominé par une superpuissance à l'émergence d'un système international multipolaire.¹⁴⁴ Cette manière de considérer l'évolution des relations internationales illustre l'un des buts de la politique étrangère russe qui est de redevenir un acteur clé sur la scène internationale et de se positionner en alternative aux Etats-Unis.¹⁴⁵ Pour les autorités russes, cet objectif de maximiser leur puissance peut induire une attitude belliqueuse dans la gestion de certains dossiers. Ce fut le cas par exemple en Tchétchénie. Cette attitude est acceptée et reçoit l'adhésion d'une large partie de la population russe.¹⁴⁶

C'est dans cet objectif de redevenir une grande puissance, que Moscou inscrit comme ligne de force de sa politique étrangère l'amélioration de ses relations et la conclusion d'accords avec des régions d'autres cultures et religions.¹⁴⁷ En effet, dès 2013, la Russie relance son activité diplomatique au Moyen-Orient avec une intensité jamais vue depuis la chute de l'Union Soviétique. Une augmentation considérable des échanges diplomatiques et politiques est observable et montre la volonté de Moscou de s'impliquer davantage dans les problèmes régionaux et de mettre en place des contacts avec les régimes du Moyen-Orient considérés comme légitimes par la Russie. A titre d'exemple, les relations avec l'Iran se sont considérablement renforcées depuis le retour de Vladimir Poutine à la présidence, avec de nombreuses rencontres entre les deux chefs d'Etat (quatre entre août 2013 et février 2015), mais aussi au niveau ministériel (une réunion tous les deux mois), ou encore avec des accords bilatéraux, qu'ils soient économiques, commerciaux et militaires.¹⁴⁸ Mais l'Iran n'est pas le seul pays concerné, Moscou tente aussi de dynamiser ses relations avec les monarchies du Golfe, telles que le Qatar et l'Arabie Saoudite, et ce en dépit

¹⁴³ *Idem*, p. 11.

¹⁴⁴ Foreign Policy Concept of the Russian Federation, approuvée par Vladimir Poutine le 30 novembre 2016, accessible à l'adresse : http://www.mid.ru/en/foreign_policy/official_documents/-/asset_publisher/CptICkB6BZ29/content/id/2542248?p_p_id=101_INSTANCE_CptICkB6BZ29&_101_INSTANCE_CptICkB6BZ29_languageId=en_GB.

¹⁴⁵ McNABB, David E., *op. cit.*, p. 61.

¹⁴⁶ *Idem*, p. 11.

¹⁴⁷ *Idem*, p. 62.

¹⁴⁸ KOZHANOV Nikolay, *op. cit.*, p. 25.

de leurs désaccords sur des sujets tels que le dossier syrien.¹⁴⁹ L’Egypte a également connu un réchauffement de ses relations avec la Russie débouchant sur des collaborations militaires, économiques ou politiques.¹⁵⁰

Les relations de Moscou avec les pays du Moyen-Orient, s’avèrent être un moyen efficace pour promouvoir ses idées à travers la région. Cette stratégie a fait ses preuves dans le dossier syrien. Ainsi, le Président égyptien Abdel Fattah al-Sisi ayant des contacts avec l’opposition syrienne, est parvenu à répandre l’idée à travers les rangs de celle-ci, que Bachar al-Assad ne devrait pas être exclu du dialogue politique concernant l’avenir de la Syrie.¹⁵¹ Cette dynamique cadre avec les objectifs affichés de la politique étrangère russe à savoir notamment la promotion des idées et intérêts nationaux à travers la diffusion de son langage, de sa conception des droits de l’homme et de ses valeurs à travers le monde.¹⁵²

2.3) Conclusion

En conclusion, le troisième mandat de Vladimir Poutine est marqué par la mise en œuvre d’une politique domestique patriotique réveillant chez la population la nostalgie d’une puissance perdue depuis la chute de l’Union Soviétique. Le sentiment d’être assiégé par les puissances et valeurs occidentales qui a suivi l’élargissement de l’OTAN du 29 mars 2004 et celui de l’Union européenne du 1^{er} mai de la même année a accentué la volonté des autorités russes de protéger et promouvoir les valeurs du pays, et les a incitées à mener une politique étrangère visant à contrebalancer les Etats-Unis. Le sentiment de trahison provoqué par le renversement du régime libyen de Kadhafi en 2011 et les tensions internes qui ont suivi l’annonce du retour de Vladimir Poutine à la présidence ont considérablement dégradé les relations avec l’Occident. On assiste donc à un raidissement de la politique menée par Vladimir Poutine lors de son troisième mandat durant lequel il

¹⁴⁹ *Idem*, p. 26.

¹⁵⁰ *Idem*, p. 25.

¹⁵¹ *Idem*, p. 26.

¹⁵² Concept of the Foreign Policy of the Russian Federation, approuvé par Vladimir Poutine le 12 février 2013, accessible à l’adresse : http://www.mid.ru/en/foreign_policy/official_documents/-/asset_publisher/CptICkB6BZ29/content/id/122186

instrumentalise ces tensions dans le but de rassembler la nation russe en l'opposant à son ennemi américain.

La Russie cherche à retrouver un statut de grande puissance et à s'ériger en tant qu'alternative à l'Occident, et aux Etats-Unis plus précisément. Moscou donne la priorité à la poursuite de ses intérêts nationaux, qui, si cela s'avère nécessaire, peut justifier l'usage de la force. La politique domestique russe, en ce compris sa promotion du patriotisme et de la grandeur russe, se prolonge dans sa politique étrangère lorsqu'elle privilégie la défense des intérêts nationaux et le retour à un statut de grande puissance contrebalançant les Etats-Unis dans un système international multipolaire. La direction politique fermement guidée par Vladimir Poutine définit les intérêts russes, notamment à l'étranger, et détermine donc les actions à mener en vue de les défendre. Elle statue par conséquent aussi sur la position prise par Moscou dans le dossier syrien.

Chapitre 3 : Intérêts russes en Syrie

Les contours de la politique instaurée par Vladimir Poutine et les objectifs définis par celle-ci étant précisés, la partie suivante s'attèle à identifier et comprendre les éléments qui ont orienté le positionnement russe dans le conflit syrien.

3.1) Intérêts nationaux russes en Syrie

En analysant les décisions russes à travers la perspective réaliste, un argument justifiant la position du Kremlin sur le conflit syrien serait que celui-ci poursuit ses intérêts purement nationaux. Cette partie du travail cherche à identifier les différents intérêts russes en Syrie, qu'ils soient d'ordre économique, politique ou sécuritaire.

3.1.1) Intérêts économiques

La question est donc de savoir si les intérêts économiques russes en Syrie sont suffisants pour expliquer un tel soutien de Moscou au régime de Bachar al-Assad. Pour situer l'importance des échanges commerciaux entre la Russie et la Syrie, le volume commercial entre les deux pays est comparable aux échanges commerciaux entre la Russie et l'Egypte ou encore Israël, mais il est bien plus faible que celui entre la Russie et la Turquie. (Voir tableau 1)

La Russie et la Syrie entretiennent des relations commerciales depuis l'époque soviétique. Celles-ci se sont depuis bien développées et cela en faveur de l'exportation russe. Les contrats de coopération commerciale entre la Syrie et la Russie ont généralement été établis entre les gouvernements et dès lors, il est fort probable qu'un changement de régime en Syrie débouche sur une réduction de ces contrats, entraînant des pertes pour la Russie.¹⁵³ Dans un de ses discours, Vladimir Poutine évoque ce risque en affirmant que dans les pays directement touchés par les Printemps arabes, les sociétés russes ont perdu nombre de contrats commerciaux

¹⁵³ BAGDONAS Azuolas, « Russia's Interests in the Syrian Conflict : Power, Prestige, and Profit », *European Journal of Economic and Political Studies*, 2012, vol. V, n°2, p. 64.

ainsi que leur position de marché qui avait parfois mis des décennies à être atteinte.¹⁵⁴

Le secteur commercial de prédilection entre les deux pays est l'armement dont le premier contrat a été signé en 1956 déjà.¹⁵⁵ Le lobby de l'industrie de la défense dispose d'un poids considérable sur la prise de décision à Moscou et ce marché de l'armement est important, la Russie fournissant 72% des importations d'armes à Damas entre 2007 et 2011¹⁵⁶. Mais malgré ces éléments, même si les armes russes représentent une large majorité de l'arsenal syrien, les exportations vers Damas ne représentent que 5% des exportations totales d'armes russes.¹⁵⁷ Comme le montre le tableau 2, sur la période s'étalant de 1991 à 2011, la Syrie n'est que la 13^{ème} destination des exportations des armes russes.¹⁵⁸ L'argument du marché de l'armement comme justification de la position russe dans le conflit syrien ne semble pas pertinent, surtout quand on sait que le pays est en défaut de paiement pour plus de la moitié des armes importées de Russie.¹⁵⁹ La Russie a par ailleurs effacé 9,8 milliards de dollars sur les 13,4 milliards de la dette que Damas devait à Moscou depuis la Guerre froide.¹⁶⁰

L'intensification de l'activité diplomatique au Moyen-Orient vise aussi à protéger les intérêts des entreprises russes de gaz et pétrole. A cet égard, la stratégie du gouvernement russe se définit en trois approches :

- Assurer une coordination des efforts avec les producteurs régionaux d'hydrocarbures ;

¹⁵⁴ *Idem*, p. 63.

¹⁵⁵ HERARD Pascal, Syrie : comprendre la position russe, Paris : TV5 Monde, 29/08/2013, <http://information.tv5monde.com/info/syrie-comprendre-la-position-russe-4477>, mis à jour le 2/12/2013, consulté le 13/06/2017.

¹⁵⁶ Chiffres estimés par le Think-tank russes Center for Analysis of Strategies and Technologies (CAST), *Financial Times*, 17 juin 2012.

¹⁵⁷ ALLISON Roy, « Russia and Syria : explaining alignment with a regime in crisis », *International Affairs*, 2013, vol. LXXXIX, n°4, p. 805.

¹⁵⁸ BAGDONAS Azuolas, *op. cit.*, p. 65.

¹⁵⁹ BURDY Jean-Paul, « « Beau temps sur la Syrie ? » L'intervention de la Russie, au risque de l'enlisement », *Diplomatie*, mars-avril 2016, n°70, p. 52.

¹⁶⁰ BAGDONAS Azuolas, *op. cit.*, p. 66.

- Participer de manière active à l'exploration et l'extraction de pétrole et de gaz.¹⁶¹ C'est par exemple le cas de la société russe Stroytransgaz qui, depuis 2009, a lancé un large projet d'extraction de gaz près de Homs.¹⁶²
- Contrer les projets susceptibles de diminuer l'importance de Moscou dans le marché énergétique global.¹⁶³

D'autres accords existent entre les sociétés pétrolières russes et la Syrie. C'est le cas depuis 2005 avec la société Tatneft qui est autorisée à explorer le sous-sol et à développer de nouvelles réserves de gaz et de pétrole sur le sol syrien. Mais la production d'hydrocarbure diminue d'année en année et les réserves du sous-sol syrien sont bien inférieures en comparaison avec les pays avoisinants.¹⁶⁴ Néanmoins, le 25 décembre 2013, Moscou a signé un accord de prospection gazière et pétrolière dans les eaux territoriales syriennes pour vingt-cinq ans et cet élément n'est pas à négliger. En effet, selon le magazine spécialisé américain, *Oil and Gas Journal*, la Syrie détiendrait les plus grandes réserves de pétrole off-shore en Méditerranée, avec 2,5 milliards de barils, ce qui équivaut à la plus grande réserve du voisinage après celle de l'Irak.¹⁶⁵ Enfin, l'enjeu des gazoducs doit lui aussi être pris en compte. En 2009, le Qatar avait envisagé le tracé d'un gazoduc « sunnite » terrestre partant du Golfe Persique jusqu'à la Turquie en passant par l'Arabie Saoudite, la Jordanie et la Syrie afin d'exporter ce gaz vers l'Europe.¹⁶⁶ Moscou étant le premier fournisseur de gaz en Europe, ce projet allait à l'encontre des intérêts russes. Prenant en compte les intérêts de son allié géopolitique, Bachar al-Assad a refusé d'approuver ce projet, privilégiant l'Islamic Gas Pipeline, partant d'Iran.¹⁶⁷ En cas de départ de Bachar al-Assad, le nouveau régime pourrait donner priorité au projet qatari. La question gazière constitue donc un enjeu à prendre en compte sans pour autant en faire un facteur explicatif exclusif.¹⁶⁸

¹⁶¹ *Idem*, p. 34.

¹⁶² ALLISON Roy, *op. cit.*, p. 807.

¹⁶³ KOZHANOV Nikolay, *op. cit.*, p. 34.

¹⁶⁴ ALLISON Roy, *op. cit.*, p. 807.

¹⁶⁵ RIGOLET-ROZE David, « La variable énergétique dans la crise syrienne. La question stratégique du contrôle d'un futur gazoduc méditerranéen », *Confluences Méditerranée*, 2014, vol. IV, n° 91, p. 100.

¹⁶⁶ RIGOLET-ROZE David, *op. cit.*, p. 96.

¹⁶⁷ *Idem*, pp. 97-98.

¹⁶⁸ *Idem*, p. 102.

Au premier examen, les intérêts économiques directs russes en Syrie peuvent donc sembler limités. Cependant en s'impliquant davantage en Syrie et au Moyen-Orient en général, les gains économiques potentiels pour Moscou ne sont pas négligeables, et ce pour plusieurs raisons. La première d'entre elles découle du contexte économique spécifique de la Russie. En effet, en 2014 l'annexion de la Crimée par Moscou a déjà engendré un coût important pour la Russie¹⁶⁹, majoré par l'impact des sanctions économiques prises par les pays occidentaux et dont la durée est conditionnée à l'application complète des Accords de Minsk.¹⁷⁰ La diminution du prix du pétrole vient encore s'ajouter à ces deux éléments et l'économie russe se retrouve sous pression. Dans ces circonstances, toutes les sources de revenus deviennent importantes pour les autorités russes et les grands acteurs économiques du pays.¹⁷¹

En se tournant vers le Moyen-Orient, la Russie cherche donc à compenser les effets du contexte économique défavorable. S'impliquer davantage dans cette région lui permet non seulement de chercher de nouveaux marchés, mais aussi de sécuriser les sources de revenus déjà existantes. La région présente un grand intérêt économique pour Moscou notamment pour ses exportations dans des secteurs clés tels que l'agriculture, l'industrie militaire, la pétrochimie, le secteur spatial ou encore l'industrie énergétique ou métallurgique. Israël et les Emirats Arabes Unis achètent à eux deux plus de 16% des pierres précieuses et des métaux exportés par la Russie¹⁷² et les pays du Moyen-Orient sont les plus gros acheteurs de denrées agricoles. En 2014 l'Égypte, Israël et l'Arabie Saoudite étaient respectivement les plus gros importateurs d'orge, de seigle et de blé provenant de Russie.¹⁷³ Moscou veille donc à maintenir de bonnes relations avec ses partenaires commerciaux comme l'illustre la visite en Russie du Ministre israélien des affaires étrangères Avigdor Lieberman le

¹⁶⁹ Selon l'économiste et ancien Ministre des finances russe, Alexeï Koudrine, en tenant compte du financement de la Crimée et des pertes indirectes, comme la fuite de capitaux, le coup de l'annexion pourrait s'élever à 200 milliards de dollars sur les trois ou quatre prochaines années. Sources : <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2015/03/31/97001-20150331FILWWW00331-la-crimee-coutera-200-mds-de-dollars-a-la-russie.php>

¹⁷⁰ *Sanctions de l'UE à l'encontre de la Russie concernant la crise en Ukraine*, Bruxelles : Europa.eu, 10/03/2016, https://europa.eu/newsroom/highlights/special-coverage/eu-sanctions-against-russia-over-ukraine-crisis_fr, consulté le 13/06/2017.

¹⁷¹ KOZHANOV Nikolay, *op. cit.*, p. 31.

¹⁷² *Idem*, p. 32.

¹⁷³ *Ibidem*.

25 et 26 janvier 2015.¹⁷⁴ Les relations commerciales établies avec l'Etat hébreux sont parmi les plus importantes au Moyen-Orient pour Moscou. Celles-ci sont passées de 2588 millions de dollars en 2010, à 3578 millions de dollars en 2013.¹⁷⁵

Pour Moscou, le risque de sa politique de soutien au régime de Damas était de voir ses relations économiques avec des puissances hostiles à Bachar al-Assad se dégrader. Or, comme le montrent les chiffres fournis par le Ministère russe du développement économique, les échanges commerciaux avec ces puissances persistent. Malgré le développement du conflit syrien, ces relations ont même parfois tendance à se développer. Ainsi par exemple, le volume d'échanges commerciaux avec l'Arabie Saoudite est passé de 852 millions de dollars en 2011 à 1359 millions de dollars l'année suivante. Si une légère régression s'en est suivie, jusqu'à 1078 millions de dollars en 2013, le volume d'échanges commerciaux est remonté à 1164 millions en 2014. On le voit, la politique russe menée en Syrie n'a que peu d'impact sur les relations économiques avec ces puissances régionales. (Tableau 3)

En conclusion, l'argument de la défense de ses intérêts économiques justifiant la position russe dans le conflit syrien ne semble pas pertinent si on se limite uniquement à la Syrie. Cela, même si l'aspect énergétique présente un intérêt considérable pour Moscou qui pourrait expliquer en partie un tel soutien à Bachar al-Assad. En revanche, si on élargit les intérêts économiques russes à la région du Moyen-Orient, les gains pour Moscou deviennent plus conséquents et justifient les efforts déployés afin de garder de bonnes relations avec les divers partenaires commerciaux régionaux.

3.1.2) Intérêts politiques

Depuis la chute de l'URSS, Moscou a peu à peu perdu son influence dans la région et dans le monde musulman en général. La crise syrienne qui s'est transformée en guerre régionalisée offre à la Russie l'opportunité de redevenir un acteur essentiel à la résolution d'un conflit, et d'ainsi regagner une place politique

¹⁷⁴ Idem, p. 26.

¹⁷⁵ Idem, p. 117.

importante.¹⁷⁶ En intervenant davantage dans le conflit syrien, la Russie cherche aussi à éviter un isolement international complet et à retrouver une certaine influence au Moyen-Orient.¹⁷⁷ En s'impliquant d'une telle manière dans le dossier syrien, Moscou s'affirme comme un acteur incontournable en vue de sa résolution. En effet, la Russie est le seul pays, en dehors de l'Iran, à pouvoir dialoguer directement avec le régime de Bachar al-Assad. Par son intervention militaire sur le sol syrien, la Russie renforce l'idée selon laquelle aucune décision concernant ce conflit ne pourra être prise sans qu'elle ne soit impliquée.¹⁷⁸

L'affirmation forte du rôle important qu'elle veut ainsi s'approprier sur la scène internationale, permet également à Moscou d'obtenir des concessions des autres parties lors de différentes négociations internationales, en liant les dossiers entre eux. Ce fut par exemple le cas lors des négociations sur le nucléaire iranien, lorsque la Russie a menacé de se retirer de la discussion si les Etats-Unis intervenaient dans le dossier de l'annexion de la Crimée. Un retrait de Moscou aurait enterré tout espoir de trouver un accord sur le nucléaire iranien.¹⁷⁹ Sur le cas syrien, la Russie a pu une fois de plus tirer profit de sa position incontournable en liant le dossier à d'autres dossiers internationaux afin d'obtenir des concessions de la part des Américains, notamment sur les questions du bouclier antimissiles ou du Caucase.¹⁸⁰

D'autre part, en affichant un soutien sans faille au régime de Damas, et en venant à son secours aussi bien diplomatiquement que militairement, Moscou tente de montrer que la Russie reste fidèle à ses alliances et ses engagements, au contraire des Etats-Unis qui ont dans un passé récent, laissé tomber certains de leurs alliés majeurs. Ce fut le cas en 2011 avec la chute du régime égyptien et de son ancien Président Hosni Moubarak.¹⁸¹ Un abandon de son allié syrien par Moscou porterait atteinte à son prestige international et enverrait donc un mauvais message aussi bien à ses alliés actuels et potentiels.¹⁸² En respectant ses engagements même en période

¹⁷⁶ BURDY Jean-Paul, *op. cit.*, p. 52.

¹⁷⁷ *Idem*, p. 36.

¹⁷⁸ KOZHANOV Nikolay, *op. cit.*, p. 38

¹⁷⁹ *Ibidem*.

¹⁸⁰ PICHON Frédéric, *op. cit.*, p. 118.

¹⁸¹ BURDY Jean-Paul, *op. cit.*, p. 52.

¹⁸² BAGDONAS Azuolas, *op. cit.*, p. 71.

de crise et sans conditionnalité politique, en n'hésitant pas à intervenir directement, la Russie tente donc de convaincre de nouveaux partenaires potentiels.¹⁸³ Cette capacité à protéger son allié syrien s'est manifestée à plusieurs reprises depuis le début du conflit. Ce fût le cas par exemple après l'attaque à l'arme chimique du 21 août 2013, attribuée par l'Occident au régime syrien et qui a coûté la vie à 1500 civils. Suite à cette tragédie, Moscou est à l'initiative de la résolution 2118 votée au Conseil de Sécurité des Nations Unies le 27 septembre 2013, et qui a permis d'éviter toutes interventions militaires étrangères en mettant en place le démantèlement de l'arsenal chimique du régime syrien. Cette capacité à protéger ses alliés constitue donc un message fort envoyé par Moscou aux pays arabes qui seraient intéressés par la Russie en vue de contrebalancer politiquement les Etats-Unis.¹⁸⁴ Ici aussi, en empêchant une décision d'action, à savoir une intervention en Syrie des pays occidentaux en dehors de la structure onusienne, et donc sans le consentement russe, la Russie s'assure de rester un acteur clé dans la gestion de ce dossier mais aussi d'autres situations internationales.¹⁸⁵

Sur le terrain politique, Moscou se montre encore à l'initiative d'autres tentatives de résolution du conflit en plus de la résolution 2118 citée ci-dessus. La Russie est à la base de deux rencontres organisées dans un contexte de montée du radicalisme religieux au sein de l'opposition syrienne, Moscou I et Moscou II, qui se sont déroulées respectivement du 26 au 29 janvier 2015 et du 6 au 9 avril de la même année. L'objectif est alors de réunir les différentes parties « modérées » et de surmonter un des principaux obstacles au processus de négociation, à savoir la division au sein de l'opposition.¹⁸⁶ Les « principes de Moscou » sont énumérés et signés par les différentes parties et 700 prisonniers politiques sont relâchés par le régime de Damas. Cependant, toute l'opposition n'étant pas représentée, les résultats de ces rencontres sont restés assez modestes.¹⁸⁷

Un autre exemple illustrant la volonté du Kremlin d'être à la base d'initiatives visant à la résolution du conflit est la rencontre organisée à Astana le 23 janvier

¹⁸³ *Idem*, p. 53.

¹⁸⁴ KOZHANOV Nikolay, *op. cit.*, p. 47.

¹⁸⁵ FOLLEBOUCKT Xavier, *Russia's Impossible Position on Syria*, Louvain-la-Neuve : IBL – CECRI, « Commentary Paper IBL – CECRI », n°4, 9/06/2012, p. 3.

¹⁸⁶ KOZHANOV Nikolay, *op. cit.*, p. 52.

¹⁸⁷ *Idem*, p. 53.

2017, après la reprise de la ville d'Alep par le régime syrien. Alors que Moscou, Téhéran et Ankara s'étaient déjà affirmés comme des acteurs de premier plan dans la région en négociant, fin du mois de décembre 2016, un cessez-le-feu d'application sur l'ensemble du territoire syrien entre le régime et les rebelles, les trois pays organisateurs profitent d'un certain retrait des Etats-Unis et d'une inefficacité de l'ONU pour organiser ces nouvelles négociations. Ils laissent ainsi sur le côté les Etats-Unis, la France et le Royaume Uni qui n'y ont envoyé que leur ambassadeur respectif, alors que l'ONU de son côté y a dépêché son envoyé spécial pour la Syrie, Staffan de Mistura. Le lieu de cette nouvelle rencontre n'avait pas été choisi au hasard. En choisissant de mener ces négociations au Kazakhstan, l'une des quinze républiques autrefois membres de l'Union Soviétique, la Russie dicte ses conditions.¹⁸⁸

Au travers de ces négociations à Astana, Moscou souhaite transformer la victoire militaire que constitue la reprise d'Alep, en victoire diplomatique. Une fois encore, les résultats directs de ces négociations ne sont pas vraiment à la hauteur des ambitions, le texte n'étant pas ratifié par les belligérants. Mais la Russie a réussi à réunir autour de la table des négociations le régime syrien et l'ensemble des groupes rebelles modérés, ce que ni les Etats Unis, ni les Nations Unies n'avaient réussi à faire auparavant. Le fait qu'une dizaine de groupes rebelles aient répondu positivement à l'invitation de Moscou pour négocier donne encore un peu plus de prestige et de légitimité à la Russie qui s'affirme en tant qu'acteur essentiel dans la gestion du dossier syrien.¹⁸⁹ On le voit, même si les résultats directs ne sont pas toujours concluants, l'objectif indirect est clair. Il s'agit pour Moscou de demeurer maître du processus de résolution de conflit, et de rester un acteur clé sur la scène internationale.¹⁹⁰

Pour résumer, en s'impliquant de cette façon dans le conflit syrien, la Russie cherche, sur le plan politique, à regagner son influence au Moyen-Orient en devenant un acteur incontournable en vue de la résolution du conflit. Elle profite également de

¹⁸⁸ SKORPIS Marianne, *Syrie : que faut-il attendre des négociations d'Astana?*, Strasbourg : Arte Info, 23/01/2017, <http://info.arte.tv/fr/syrie-que-faut-il-attendre-des-negociations-dastana>, consulté le 7/04/2017.

¹⁸⁹ ALOUTI Feriel, CAMUS Elvire, SALLON Hélène, *op. cit.*

¹⁹⁰ FOLLEBOUCKT Xavier, *Russia's Impossible Position on Syria*, *op. cit.*, p. 3.

cette position pour tenter d'obtenir des concessions de la part des autres parties, y compris dans d'autres dossiers que le conflit syrien. Enfin, le soutien continu apporté à Damas par Moscou envoie un signal fort aux autres puissances, et permet à la Russie de montrer au monde sa fidélité envers ses alliés.

3.1.3) Intérêts sécuritaires

De par son action en Syrie, la Russie cherche aussi à maximiser sa sécurité nationale. En effet, suite au conflit en Ukraine et à l'annexion de la Crimée qui en a découlé, Moscou souhaite éviter d'avoir à faire face à davantage de menaces venant des autres régions avoisinantes. La Russie craint qu'un effondrement de la Syrie n'entraîne une déstabilisation du Moyen-Orient et ne provoque une propagation des réseaux terroristes islamistes risquant de toucher les parties musulmanes du territoire russe et menaçant ainsi sa sécurité nationale.¹⁹¹ En effet, selon un rapport du Ministère russe des Affaires étrangères, la Syrie est « *un des piliers de l'architecture du Moyen-Orient* » et « *sa déstabilisation aurait les plus sévères conséquences pour la région entière* ». ¹⁹²

Une telle déstabilisation de la Syrie serait donc lourde de conséquences pour les pays avoisinants et pour Moscou. Selon Ruslan Kurbanov¹⁹³, dans certaines régions musulmanes de Russie telles que le Caucase du Nord, il peut être observé que même si la vieille génération soutient la position russe officielle, les jeunes générations, ayant pour certaines fait leurs études en Syrie, contestent celle-ci et soutiennent vivement l'opposition syrienne. Ce support prend différentes formes telles que des articles en ligne, des manifestations ou des flashmobs.¹⁹⁴ Mais allant au-delà de ces actions pacifiques, certains de ces ressortissants russes s'impliquent directement en Syrie, en combattant aux côtés de l'opposition islamiste. Le nombre

¹⁹¹ KOZHANOV Nikolay, *op. cit.*, p. 39.

¹⁹² Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, *Comment by Press and Information Department of Russian Foreign Ministry on a Question from Interfax News Agency Regarding the Situation in Syria*, 19/08/2011, Moscou : Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, http://www.mid.ru/en/web/guest/kommentarii_predstavitelya/-/asset_publisher/MCZ7HQuMdqBY/content/id/197570, consulté le 18/06/2017.

¹⁹³ Ruslan Kurbanov est directeur de l'Altair Foundation for Support of Humanitarian Initiatives et chercheur à l'Institute of Oriental Studies de Russie.

¹⁹⁴ BAKLANOV Andrei, SYUKIYAYNEN Leonid, KURBANOV Ruslan, *Syria as a terrorism hub : potential threats to Russia*, Novgorod : Valdai Club, 22/04/2016, http://valdaiclub.com/a/highlights/syria_as_a_terrorism_hub_potential_threats_to_russia/, consulté le 15/06/2017.

de combattants venant de Russie ou d'Europe pour rejoindre les rangs de djihadistes en Syrie a d'ailleurs augmenté. Ainsi, le 28 mai 2015, le Vice-Ministre des Affaires étrangère, Gennady Gatilov, déclarait que plus ou moins 500 citoyens russes, essentiellement originaires du Caucase du Nord, avaient rejoint les rangs de l'EI.¹⁹⁵ Et il semble bien que depuis l'automne 2012, nombre de combattants Tchétchènes ont rejoint les rangs de groupes combattants sunnites s'opposant au régime de Damas.¹⁹⁶ La crainte des dirigeants russes est donc de voir ceux-ci revenir au pays et commettre des attentats sur le territoire russe, comme ce fut le cas dans d'autres pays européens tels que la France, la Belgique et bien d'autres.¹⁹⁷ En septembre 2014, une vidéo de propagande de l'Etat islamique montrait des combattants russophones ayant rejoint les rangs du groupe terroriste promettant de libérer le Caucase du Nord. De plus, depuis 2013, les leaders du groupe terroriste « Emirats du Caucase » encouragent leurs adhérents à combattre le régime d'al-Assad, considérant que la Syrie constitue un terrain d'entraînement idéal à la préparation de leur principal combat, la libération du Caucase face à la Russie.¹⁹⁸ En réaction à cela, la Russie a augmenté les peines de prison pour les ressortissants ayant rejoint un groupe terroriste.¹⁹⁹

La présence du radicalisme islamiste dans l'opposition en Syrie est donc un facteur influençant la position russe et l'intensité de son intervention dans le conflit existant dans ce pays. En 2015, lorsqu'il y a eu une montée du djihadisme en Syrie, l'implication russe s'est intensifiée.²⁰⁰ Cette menace terroriste constitue la raison officielle de l'intervention militaire russe en Syrie qui a débuté précisément le 30 septembre 2015. Les propos tenus par Vladimir Poutine le 17 mars 2016, dans un de ses discours prononcé devant des soldats russes rentrés de Syrie, en attestent : « *We will continue to assist the Syrian army and authorities in their fight against the so-called Islamic State, Jabhat al-Nusra and other terrorist groups that have been declared as such, as I have said, by the UN Security Council. Our uncompromising*

¹⁹⁵ KOZHANOV Nikolay, *op. cit.*, p. 50.

¹⁹⁶ ALLISON Roy, *op. cit.*, p. 814.

¹⁹⁷ *Ibidem.*

¹⁹⁸ KOZHANOV Nikolay, *op. cit.*, p. 51.

¹⁹⁹ ALLISON Roy, *op. cit.*, p. 814.

²⁰⁰ KOZHANOV Nikolay, *op. cit.*, p. 39.

attitude to terrorism remains unchanged ». ²⁰¹ Ce discours le confirme, la Russie est déterminée à combattre le terrorisme qui représente une menace non seulement pour sa sécurité nationale, mais aussi pour la sécurité internationale. Cependant, dans les faits, les frappes russes visent davantage les rebelles modérés que les groupes terroristes tels que l'Etat Islamique ou le front al-Nusra. ²⁰²

En soutenant de cette manière le régime syrien, Moscou défend ses intérêts nationaux. Cependant, même si l'on considère le potentiel énergétique considérable dont dispose ce pays, la Syrie ne présente sans doute pas d'intérêts économiques justifiant à eux seuls le soutien sans faille que lui apporte la Russie. Mais il n'en va pas de même pour ce qui concerne les avantages bien plus conséquents que Moscou peut retirer de son influence dans la région du Moyen-Orient, où le Kremlin veille à garder de bonnes relations économiques avec ses principaux partenaires, et ce même lorsque ceux-ci sont en désaccord avec sa position concernant la Syrie. En s'impliquant de cette manière dans la crise syrienne, la Russie se replace aussi en tant qu'acteur incontournable en vue d'une résolution du conflit et peut peser davantage sur le plan diplomatique lors de plusieurs négociations, en liant différents dossiers entre eux. Cette volonté russe de regagner une place importante sur la scène internationale, peut être interprétée comme une tentative de maximisation de sa puissance. Enfin, en s'assurant du maintien de Bachar al-Assad au pouvoir, Moscou souhaite éviter que le Moyen-Orient ne soit davantage déstabilisé dans le but de maximiser sa sécurité nationale.

3.2) L'axe Moscou – Damas, une alliance stratégique ?

Comme développé dans le chapitre précédent, le soutien offert au régime de Bachar al-Assad par la Russie vise à satisfaire ses intérêts nationaux. Dès lors, il importe de s'interroger sur le réel caractère de cette alliance, à savoir si celle-ci fait abstraction de toutes valeurs partagées, la réduisant à une pure alliance stratégique et donc éphémère. Ce chapitre tente de donner réponse à cette interrogation.

²⁰¹ Discours de Vladimir Poutine, retranscrit par thesaker.is, mis à jour le 17 mars 2016, <http://thesaker.is/very-important-speech-of-vladimir-putin/>, consulté le 20 juin 2017.

²⁰² KOZHANOV Nikolay, *op. cit.*, p. 28.

La coopération bilatérale entre les deux pays débute dès les années 1950. A l'époque, les Soviétiques n'accordent guère d'importance au fait que le régime syrien ne suit absolument pas une doctrine marxiste. En effet, lorsqu'il s'agit de la mise en œuvre de projet de nature économique ou militaire, l'URSS est peu soucieuse de l'orthodoxie marxiste.²⁰³ Ce soutien rationnel, basé sur les intérêts économiques ou stratégiques et mettant de côté toutes dimensions de valeurs ou morales, est encore perceptible aujourd'hui. En effet, cette position est bien dans la ligne de la politique étrangère menée par la Russie, s'inspirant de la Realpolitik, ne tenant donc pas compte des aspects moraux tels que les effusions de sang massives.²⁰⁴

Si cette alliance n'est que stratégique et rationnelle, cela signifie qu'elle n'est pas fondée sur une loyauté éternelle de la Russie envers la personne de Bachar al-Assad. C'est en tous cas ce qui ressort de l'évolution des priorités affichées par la Russie. En effet, en 2013 Moscou affirme que sa priorité est la protection des institutions étatiques afin d'éviter l'effondrement de la Syrie et que celle-ci ne devienne un « failed state » comme ce fut le cas en Libye après la chute de Mouammar Kadhafi. En outre, pour le Kremlin, si Bachar al-Assad constitue le meilleur moyen d'assurer cette stabilité, c'est aussi une des raisons pour lesquelles il est soutenu, mais cela ne veut pas dire pour autant que ce soutien à la personne du Président syrien sera éternel. En effet, les autorités russes n'ont pas une confiance absolue en Bachar al-Assad et n'ont pas oublié qu'en 2000, le chef d'Etat syrien s'était d'abord tourné vers l'Occident, en tentant d'engager des relations avec l'Europe. Ce n'est que lorsque ses tentatives ont échoué qu'il a montré une volonté de se rapprocher de la Russie. A ce propos, un diplomate russe a confié dans une interview de 2013 menée par Nikolay Kozhanov que Vladimir Poutine ne souhaitait pas répéter l'erreur faite par l'Union Soviétique avec l'Egypte, en offrant une confiance aveugle à un régime susceptible de changer facilement d'alliés.²⁰⁵ Mais selon le point de vue russe, le régime syrien actuel reste largement préférable à une instabilité résultant de sa chute et créant une opportunité à l'expansion de l'extrémisme religieux et du terrorisme.²⁰⁶

²⁰³ PICHON Frédéric, *op. cit.*, p. 108.

²⁰⁴ FOLLEBOUCKT Xavier, *Russia's Impossible Position on Syria*, *op. cit.*, p. 4.

²⁰⁵ KOZHANOV Nikolay, *op. cit.*, p. 48.

²⁰⁶ BAGDONAS Azuolas, *op. cit.*, p. 70.

Comme évoqué précédemment, par son soutien au régime, Moscou cherche à protéger ses intérêts nationaux, et ce faisant, à maximiser sa sécurité et éviter une propagation du terrorisme jusque dans ses régions sensibles comme le Caucase du Nord par exemple. De son côté, le régime syrien a aussi toujours supporté la Russie dans sa politique menée en Tchétchénie en condamnant les insurgés tchétchènes sunnites, les qualifiant de terroristes. Par conséquent, il est fort probable que si le régime du Président Assad venait à être remplacé par un régime démocratique ou fondamentaliste sunnite, celui-ci ne se montrerait pas aussi compréhensif envers l'approche russe de la gestion du Caucase du Nord.²⁰⁷

Sur le plan stratégique, cette alliance permet aussi à la Russie de garder son unique accès à la Mer Méditerranée. Depuis 1971, Moscou possède un port à Tartous, sur la côte syrienne. Même s'il ne s'agit que de petites installations utilisées pour des amarrages temporaires, des réparations ou des ravitaillements, elles permettent aux navires militaires russes d'y faire escale et d'éviter ainsi de devoir retourner en Mer Noire en passant par les Détroits turques.²⁰⁸ Un changement de régime en Syrie, mettrait très probablement un terme à cet accord et entraînerait la fermeture du port.²⁰⁹

Cependant, l'importance de ce port est plus symbolique que réellement stratégique.²¹⁰ Cette propriété russe en Mer Méditerranée symbolise l'influence géopolitique de la Russie, en étant sa dernière installation du genre située en dehors de la Communauté des Etats indépendants regroupant 9 des 15 anciennes républiques soviétiques. Le commentaire suivant émanant de sources militaires russes illustre bien cette nostalgie stratégique, en affirmant que perdre cette base conduirait à la perte de l'influence de la Russie dans la Mer Méditerranée et signifierait même la fin de la présence constante de navires russes dans les Océans avoisinants.²¹¹ En effet, au-delà de la Méditerranée, le port peut être utilisé pour des opérations dans l'Océan Indien. Là encore, l'importance stratégique de ces installations est à relativiser en sachant que la Russie peut avoir accès à d'autres ports, comme celui de Djibouti, qui

²⁰⁷ KATZ Mark N., « Putin's foreign policy towards Syria », *Middle East Review of International Affairs*, March 2006, vol. X, n°1, p. 60.

²⁰⁸ ALLISON Roy, *op. cit.*, p. 807.

²⁰⁹ BAGDONAS Azuolas, *op. cit.*, p. 61.

²¹⁰ BACZKO Adam, DORRONSORO Gilles, QUESNAY Arthur, *op. cit.*, p. 186.

²¹¹ ALLISON Roy, *op. cit.*, p. 807.

sont plus importants, pour un déploiement durable dans l'Océan Indien, que celui de Tartous. L'importance accordée par la Russie au port de Tartous peut sembler exagérée en termes d'investissement matériel, eu égard à l'intérêt qu'il peut présenter sur les plans stratégique et militaire. En termes de capacité à faciliter un déploiement militaire, l'intérêt de ce port est plus grand mais doit une nouvelle fois être relativisé de par les autres ports mis à la disposition de la Russie.²¹² C'est donc que les installations de Tartous possèdent une importance symbolique et offrent à la Russie un prestige non négligeable. C'est sans doute là une des raisons pour laquelle Moscou a augmenté ses activités navales en Méditerranée depuis 2007 et intensifié ses exercices militaires de grande ampleur dès 2011.²¹³ Une autre illustration de l'importance octroyée au port de Tartous par la Russie, est l'annonce émanant du ministère russe de la Défense en février 2012 de l'envoi de quatre navires de guerre supplémentaires afin de rejoindre les autres navires déjà sur place.²¹⁴ Cette intensification militaire a permis à Moscou de se positionner en tant qu'acteur décisif dans le dossier syrien et capable d'influencer la politique au Moyen-Orient, de valoriser son rôle de grande puissance sur la scène internationale et ainsi de promouvoir ses intérêts politiques.²¹⁵

L'alliance menée par la Russie peut dès lors être vue comme stratégique. Celle-ci serait mise en place de manière rationnelle dans l'unique but de poursuivre des objectifs nationaux précis. La principale finalité de ce genre d'alliance entre Etats est d'empêcher une puissance d'imposer sa domination dans une région en contrebalançant les autres puissances dominantes.²¹⁶ Ceci nous amène donc à la partie suivante argumentant que la Russie cherche à contrebalancer la puissance américaine.

²¹² BAGDONAS Azuloas, *op. cit.*, p. 62.

²¹³ SRGIENKO Vladislava, « Regards croisés sur le retour de la Russie en Méditerranée dans la presse actuelle », *Cahier de la Méditerranée*, 2014, n°89, p. 37.

²¹⁴ *Idem*, p. 39.

²¹⁵ *Idem*, p. 40.

²¹⁶ ETHIER Diane, *op. cit.*, p. 32.

3.3) Contrebalancer l'hégémonie américaine

Une des principales caractéristiques de la politique étrangère russe est sa vision de l'ordre mondial. La politique menée par la Russie en Syrie exprime une vision multipolaire de l'ordre mondial, qui ne serait donc pas dominé par les Etats-Unis ou n'importe quelle autre puissance et dans lequel la Russie posséderait une influence conséquente.²¹⁷ En effet, depuis le milieu des années 1990, la Russie a affirmé sa volonté de remplacer l'ordre mondial dominé par les Etats-Unis, par un ordre multipolaire, dans lequel les puissances émergentes auraient une place importante.²¹⁸ Cette Théorie de la Multipolarité a été articulée par l'ancien Premier Ministre et Ministre russe des Affaires étrangères Yevgeny Primakov, et est établie comme l'un des concepts centraux de la politique étrangère russe exprimés dans les documents officiels.²¹⁹ Selon cette théorie, la Russie promeut des prises de décisions multilatérales basées sur le droit international et voit les Nations Unies comme un forum intergouvernemental et non pas supranational.²²⁰

Comme dit précédemment, la Syrie représente l'un des derniers points d'influence russe au Moyen-Orient. En cherchant à garder celui-ci et en tentant d'étendre cette influence à d'autres puissances de la région, la Russie chercherait ainsi à contrebalancer la puissance américaine, déjà très présente dans la région.

En vue de contrebalancer cette hégémonie américaine, la Russie se doit donc de conserver sa zone d'influence au Moyen-Orient. Le soutien offert par la Russie au régime syrien, mais aussi au Hamas, manifesterait donc une volonté de la Russie de rester active dans cette région déjà fort influencée par les Etats-Unis.²²¹ Comme développé précédemment, le soutien actif au régime de Damas fourni par la Russie s'oppose à la réticence affichée par les Etats-Unis et l'Union européenne à protéger Moubarak en Egypte, et encourage les puissances régionales à considérer Moscou

²¹⁷ BAGDONAS Azuolas, *op. cit.*, p. 67.

²¹⁸ NEWTON Julie, « Shortcut to Great Power: Russia in Pursuit of Multipolarity. », in NEWTON Julie, TOMPSON William (sous la direction de), *Institutions, Ideas and Leadership in Russian Politics*, London: Palgrave Macmillan, 2010, pp. 88-116.

²¹⁹ MARSH Christopher, Gvosdev Nikolas K., *Russian Foreign Policy : Interests, Vectors, and Sectors*, Londres : CQ Press, 2014, p. 50..

²²⁰ BAGDONAS Azuolas, *op. cit.*, p. 67.

²²¹ ALLISON Roy, *op. cit.*, p. 808.

comme un partenaire plus fiable que les puissances occidentales.²²² Moscou ne s'oppose pas directement à Washington, mais exploite plutôt les nombreuses erreurs américaines commises dans la région. En conséquence, la Russie profite des tergiversations et erreurs occidentales pour intensifier sa politique étrangère au Moyen-Orient.

En se positionnant de la sorte, la Russie montre sa capacité à prendre une place déterminante dans le processus de paix au Moyen-Orient et à contrebalancer le rôle important des Etats-Unis. Elle se dote d'une crédibilité indispensable pour être perçue comme une Grande Puissance dans cette région stratégique.²²³ Dans les faits, la Russie entreprend une réactivation de ses anciens réseaux soviétique et ce dès les années 2003-2004. Elle profite d'un contexte propice, à savoir la montée du sentiment anti-américain dans le monde arabe suite à l'invasion et l'occupation de l'Irak. La Syrie fait partie de ces zones d'influence au Moyen-Orient réactivées au début des années 2000.²²⁴ Dans le but de s'y implanter encore un peu plus, Moscou y a déployé du matériel militaire, notamment anti-aérien tel que les missiles S-400, permettant à Damas de se prévenir de toutes tentatives d'attaques aériennes provenant, par exemple, de la coalition internationale.²²⁵ Au-delà de l'envoi de nouveau matériel, la Russie renforce aussi ses positions existantes. En effet, Vladimir Poutine a signé une loi fédérale prévoyant le déploiement de troupes militaires à la base aérienne de Hmeimim au sud-est de la ville de Lattaquié, et l'amélioration des infrastructures du port de Tartous.²²⁶

Cette volonté russe de projeter son hard power peut être interprétée à travers l'évolution des relations avec les Etats-Unis. L'implication militaire russe et son intervention directe lancée le 30 septembre 2015 avaient, entre autres, pour objectif d'empêcher la chute du régime syrien qui perdait de plus en plus de territoire, mais aussi de changer le rapport de force sur le terrain. En étant présente militairement en Syrie, la Russie devient un acteur encore plus incontournable et force ainsi les Etats-Unis à relancer plus activement ses relations diplomatiques avec Moscou. Les

²²² KOZHANOV Nikolay, *op. cit.*, p. 98.

²²³ ALLISON Roy, *op. cit.*, p. 808.

²²⁴ PICHON Frédéric, *op. cit.*, p. 109.

²²⁵ NOTTE Hanna, *Russia's role in the Syrian war – Domestic drivers and Regional implications*, Konrad Adenauer Stiftung, Policy Paper n°8, Janvier 2017, p. 21.

²²⁶ *Idem*, p. 22.

autorités russes ont donc vu dans l'intensification de leur engagement militaire une occasion de redynamiser les relations entre les deux pays, fortement endommagées suite à la crise ukrainienne.²²⁷

En bref, en s'impliquant davantage dans le conflit, et en venant au secours de son allié Bachar al-Assad afin d'empêcher que celui-ci ne perde le pouvoir, la Russie profite des erreurs commises par les puissances occidentales, et plus particulièrement les Etats-Unis, pour intensifier sa politique dans la région en devenant un partenaire fiable aux yeux des puissances régionales. La Russie s'efforce donc d'assurer son influence au Moyen-Orient afin de contrebalancer l'influence américaine dans la région. Cette vision des jeux d'influence peut être illustrée par le concept du « zero-sum game » qui signifie que si une partie gagne quelque chose, ce sera au détriment d'une autre. En d'autres mots, un gain d'influence de la Russie se fera au détriment des Etats-Unis et inversement, si Bachar al-Assad n'arrive pas à se maintenir au pouvoir, il est fort probable que le nouveau régime soit plus hostile à la Russie et plus proche de l'Occident. En l'occurrence, la vision multilatérale des relations internationales de la Russie a pour conséquence qu'elle s'oppose à l'idée d'une domination mondiale d'un Etat, tel que les Etats-Unis, et tente donc de contrebalancer celle-ci.

3.3.1) Le précédent libyen et le concept de « démocratie souveraine »

Une des raisons expliquant la rigidité de la position russe quant à son soutien au régime syrien réside aussi dans le précédent libyen. Le 17 mars 2011, la Russie ainsi que le Chine avaient décidé de s'abstenir d'utiliser leur droit de veto pour la résolution 1973 du Conseil de Sécurité de l'ONU, instaurant une zone d'exclusion aérienne en Libye. Moscou et Pékin avaient accepté de s'abstenir pour autant que cette intervention ne provoque pas directement un changement par la force du régime libyen. Or, l'intervention de l'OTAN a eu une responsabilité directe dans la capture suivie de l'exécution de Mouammar Kadhafi, perçues par Moscou comme une violation de cette résolution 1973.²²⁸ Lors d'une interview, Vladimir Poutine a déclaré qu'il s'agissait là d'un « appel médiéval à la croisade » et a virulemment

²²⁷ *Ibidem.*

²²⁸ PICHON Frédéric, *op. cit.*, p. 114.

critiqué cette opération. Pour la Russie, tout renversement de régime soutenu par une puissance étrangère va à l'encontre des principes de l'Etat, car elle résulte de l'unique interprétation des Etats occidentaux quant à la légitimité politique que possède ou non un leader, mais aussi par ce qu'elle entraîne bien souvent la guerre civile. Selon la Russie, c'est en tout cas ce qu'affirme Sergei Lavrov, il existe un réel danger que la croyance que les puissances étrangères aideront les peuples à renverser un régime se répande et que cet espoir d'une assistance de la part de la communauté internationale provoque un ensemble de guerres civiles dans la région.²²⁹ Sergei Lavrov déclarait encore que toutes « tentatives de reproduire l'expérience libyenne dans d'autres pays et régions » s'avèreront « très dangereuses ».²³⁰ Lorsque Vladimir Poutine fait son retour à la Présidence en 2012, il est donc animé d'un sentiment d'avoir été trahi par rapport à la gestion du dossier libyen. C'est dans ce contexte que la Russie aborde les discussions au Conseil de Sécurité portant sur le dossier syrien, refusant systématiquement toutes condamnations du régime de Damas et toutes résolutions sous le chapitre VII autorisant une intervention armée.²³¹

La situation de la Libye après le renversement du régime Kadhafi, mais aussi précédemment l'invasion américaine en Irak en 2003 et la situation chaotique qui s'en est suivie, confortent donc les russes dans l'idée que la politique interventionniste menée par l'Occident dans la région est à la fois naïve et irresponsable. Cette volonté occidentale de promouvoir les aspirations démocratiques dans des pays comme la Syrie, et au Moyen-Orient en général est vue par le Kremlin comme un mauvais calcul, dangereux qui plus est, voire même est perçue comme une intention déguisée d'affaiblir la position russe dans la région en touchant à ses alliés.²³²

Cette différence de point de vue met en évidence la compréhension russe de la démocratisation qui s'exprime à travers le concept de « *démocratie souveraine* ». Celui-ci a été pour la première fois énoncé en 2006 par le chef de l'administration présidentielle russe, Vladislav Surkov, en réponse au « Freedom Agenda » promulgué par George W. Bush. Il s'agit de « la forme de démocratie appropriée à la

²²⁹ ALLISON Roy, *op. cit.*, p. 797.

²³⁰ *Idem*, p. 798.

²³¹ PICHON Frédéric, *op. cit.*, p. 114.

²³² NOTTE Hanna, *op. cit.*, p. 3.

société russe, et par extension aux autres sociétés modernes, et où l'Etat a le rôle principal dans la gestion de la transition vers la démocratie, assurant que les transformations sociétales qui en résultent ne conduisent pas au désordre et au conflit mais préservent la stabilité sociale et la réforme économique.»²³³ Pour faire simple, ce concept pourrait se résumer de la façon suivante, l'ordre prime sur la justice et la sécurité du régime prime sur la sécurité humaine.²³⁴ Le concept de la « démocratie souveraine » rejette donc la conception pluraliste libérale de la démocratie, laquelle divise la société en différents groupes en compétition. Le danger pour les élites russes tel que l'exprime Vladislav Surkov, est que la conception pluraliste de la démocratie n'amène un désordre interne, des conflits sociétaux et la perte de la souveraineté étatique. Une telle conception démocratique ne peut marcher que dans les sociétés occidentales où la société politique est suffisamment consensuelle pour que les désaccords soient réglés sans compromettre l'intégrité de l'Etat.²³⁵ Pour Moscou, cette conception pluraliste de la démocratie, contrairement à la « démocratie souveraine », n'est pas adaptée au cas syrien, ni aux autres pays post-Printemps arabes compte tenu du complexe mélange confessionnel et ethnique qui exige en priorité des politiques visant à maintenir la stabilité. C'est donc à travers l'approche de la démocratie souveraine que le gouvernement russe formule sa politique étrangère dans la région du Moyen-Orient.²³⁶ Dans une interview en 2012, Sergei Lavrov, s'exprimant sur les Printemps arabes et sur les cas syrien et égyptien plus précisément, affirme que toutes tentatives d'exporter un modèle de structure et de développement étatique ou des valeurs précises vers un autre pays, et ce sans tenir compte des spécificités, des traditions ou de la culture de celui-ci, ne peuvent être couronnées de succès. Il ajoute que la Russie est convaincue que la forme de démocratisation ainsi que la vitesse à laquelle elle doit être mise en place doivent être décidées par les sociétés elles-mêmes.²³⁷

Cette transformation du système international, conséquence de « l'interventionnisme humanitaire » des Occidentaux conduisant au changement de régime, est donc perçue comme une menace par les autorités russes. Pour les Russes,

²³³ DANNREUTHER Roland, « Russia and the Arab Spring : Supporting the Counter-Revolution », *Journal of European Integration*, 2014 vol. XXXVII, n°1, p. 89.

²³⁴ NOTTE Hanna, *op. cit.*, p. 4.

²³⁵ DANNREUTHER Roland, *op. cit.*, p. 90.

²³⁶ NOTTE Hanna, *op. cit.*, p. 4.

²³⁷ *Idem*, p. 5.

les Droits de l'Homme ne peuvent justifier une intervention dans un autre pays et qui risquerait d'en miner la stabilité de l'Etat. Les Droits de l'Homme ne sont pas considérés comme aussi importants que la viabilité de l'Etat, la force de ses institutions ou son intégrité territoriale. Les propos de 2011 de Sergei Lavrov illustrent cette conception des Droits de l'Homme. Selon le Ministre russe des Affaires étrangères, il n'est pas acceptable d'utiliser le concept de « responsibility to protect » dans tous les cas où le peuple commence à montrer son mécontentement et lorsque les autorités utilisent la force pour contrer ces manifestations dans le but de rétablir l'ordre. Dans sa déclaration, le Ministre russe affirme que la liberté n'est pas sans limites et que ces dernières sont établies par les instruments légaux internationaux relatifs aux Droits de l'Homme et aux libertés.²³⁸ La Russie voit l'argument de la protection des droits de l'Homme comme un prétexte utilisé par les Occidentaux pour justifier leurs interventions dites humanitaires et ainsi provoquer un changement de régime dans un but uniquement géopolitique. Du point de vue russe, les acteurs internationaux ne devraient donc pas intervenir dans un pays étranger sans le consentement des autorités étatiques légitimes de ce pays. Ils devraient plutôt se limiter à encourager les différentes parties du conflit à se réunir autour de la table de négociation, à moins que le Conseil de sécurité n'en décide autrement.²³⁹ Pour le Kremlin, les interventions militaires occidentales ont violé les lois internationales alors que l'implication militaire russe en Syrie à la demande du gouvernement de Damas, légitime aux yeux de Moscou, constitue une « intervention par invitation ».²⁴⁰

Les interventions faites sans la demande explicite des autorités du pays dans lequel elles ont lieux, et conduisant à un changement de régime sont aussi vues comme une menace pour Moscou. Pour la Russie, de telles pratiques pourraient s'appliquer dans le futur à elle-même ou à ses alliés. C'est en tout cas ce que laisse clairement entendre le Général russe Nikolai Makarov lorsqu'il affirme après la chute de Mouammar Kadhafi que la technique des « révolutions de couleurs », désignant une série de révoltes populaires dans le voisinage russe mais aussi au

²³⁸ BAGDONAS Azuolas, *op. cit.*, p. 68.

²³⁹ *Idem*, p. 69.

²⁴⁰ NOTTE Hanna, *op. cit.*, p. 7.

Moyen-Orient et soutenues par l'Occident, pourrait s'appliquer en Russie ou chez ses pays alliés.²⁴¹

La Russie prône donc une politique non-interventionniste dans les relations internationales. Elle s'oppose à toute ingérence de la part d'un Etat tiers conduisant à un changement de régime qui provoque une situation de crise et de conflit. En gardant à l'esprit le précédent libyen, Moscou affirme sa volonté de respect de la souveraineté étatique d'un Etat, et soutient qu'une intervention militaire dans un pays tiers doit être menée à la demande du gouvernement de celui-ci.

3.4) Conclusion

A la lumière de ces éléments, le caractère pragmatique de la politique étrangère menée par la Russie semble être mis en évidence. Les relations qu'entretient Moscou avec les autres pays ne paraissent pas conduites par des affinités idéologiques ou de valeurs, mais plutôt par les impératifs de la réalité et le souci de rencontrer ses intérêts nationaux. Cette constatation s'applique aussi à la relation russo-syrienne et ce dès le début de l'établissement de celle-ci. Déjà à l'époque de l'URSS, les Soviétiques accordaient moins d'importance au partage d'une idéologie commune lorsqu'il s'agissait d'établir des relations avec d'autres pays en vue d'obtenir des gains économiques ou politiques. Et aujourd'hui encore, la position russe sur le conflit syrien n'empêche pas Moscou de maintenir de bonnes relations commerciales avec des régimes hostiles à Bachar al-Assad tels que l'Arabie Saoudite. On l'a vu, en soutenant le régime syrien, Moscou chercherait donc à satisfaire ses intérêts nationaux. Même s'il a été démontré que les intérêts économiques étaient trop faibles pour justifier à eux seuls la position de la Russie sur le dossier syrien, nombre d'éléments stratégiques, géopolitiques et de prestige justifieraient un tel soutien sans faille de Moscou envers le régime de Damas.

Premièrement, en investissant dans le maintien d'une telle alliance, dans l'envoi de troupes militaires ainsi que dans certaines infrastructures telles que le port de Tartous ou la base aérienne de Hmeimim, la Russie vise à contrebalancer l'influence américaine dans la région. Cette détermination russe et cette concurrence

²⁴¹ ALLISON Roy, *op. cit.*, p. 817.

avec les Etats-Unis, peuvent être expliquées à travers le concept du « zero-sum game ». Si Moscou s'assure que son allié Bachar al-Assad reste à la présidence du pays, la Russie pourra continuer de jouir d'un rapport privilégié avec son principal relais d'influence dans la région. Et inversement, et si Bachar al-Assad n'arrive pas à se maintenir au pouvoir, il est fort probable que le nouveau régime soit plus hostile à la Russie et plus proche de l'Occident.

Cette volonté de contrebalancer une puissance dominante s'inscrit dans le prolongement de la vision multipolaire des relations internationales. La Théorie de la Multipolarité est un des concepts centraux conduisant la politique étrangère russe. Elle promeut des prises de décisions multilatérales basées sur le droit international et voit les Nations Unies comme un forum intergouvernemental et non pas supranational. Moscou a, à plusieurs reprises, mis l'accent sur le respect de la souveraineté étatique et le précédent libyen a conforté les Russes dans cette volonté. Moscou soutient qu'une intervention militaire dans un pays tiers doit être menée uniquement à la demande du gouvernement de celui-ci et qu'en cas contraire, les puissances étrangères doivent se limiter à essayer de rassembler les différents belligérants autour de la table des négociations. Une des raisons pour lesquelles Moscou accorde tant d'importance à ce respect de la souveraineté des Etats, est la crainte qu'un cas d'ingérence étrangère dans un conflit intérieur n'ouvre la porte à d'autres pratiques du même genre visant cette fois-ci des pays alliés ou la Russie elle-même.

Par ailleurs, en s'impliquant d'une telle façon dans le dossier syrien, aussi bien diplomatiquement que militairement, la Russie devient un acteur incontournable dans la résolution de ce conflit. En effet, il est inenvisageable à l'heure actuelle d'imaginer qu'une solution au dossier syrien puisse être trouvée sans passer par l'intermédiaire de la Russie. Ce statut permet à Moscou de lier ce dossier avec d'autres situations nécessitant des négociations, lui donnant la possibilité d'obtenir plus facilement des concessions de la part des autres parties. De plus, en fournissant un tel soutien envers son allié syrien alors que celui-ci est décrié par la majorité de la communauté internationale, Moscou envoie un signal fort à ses potentiels futurs alliés en montrant que contrairement à l'Occident, la Russie n'abandonne pas ses alliés. Un des intérêts russes à s'impliquer dans la résolution du conflit en Syrie est

aussi de retrouver suffisamment de prestige et d'influence pour redevenir une grande puissance sur la scène internationale. Par sa volonté de retrouver un tel statut sur l'échiquier international et d'attirer des potentiels nouveaux alliés, la Russie chercherait à maximiser sa puissance.

La Russie trouve un troisième intérêt dans une telle intervention dans le dossier syrien, à savoir sa sécurité nationale. Moscou craint que l'émergence de groupes djihadistes qui enveniment la crise syrienne ne se propage jusque dans les régions russes les plus sensibles comme le Caucase du Nord. Ce combat contre le terrorisme est une des raisons officielles de l'intervention militaire russe en Syrie et peut être vue comme une tentative de maximiser sa sécurité nationale.

La politique étrangère russe est donc guidée par une *realpolitik*, privilégiant ses intérêts nationaux qui guident les alliances nouées par Moscou avec les autres pays sans pour autant tenir compte des valeurs et idéaux. Sa vision multipolaire des relations internationales conduit la Russie à vouloir contrebalancer la puissance des Etats-Unis et ainsi éviter une hégémonie américaine sur l'échiquier international.

Chapitre 4 : Conséquences de l'implication russe en Syrie

La politique russe menée à l'égard du conflit syrien a été définie selon plusieurs paramètres qui ne sont pas toujours en lien direct avec la Syrie. Ce positionnement russe quant au dossier syrien a des conséquences pour Moscou tant au niveau domestique qu'international. A l'heure actuelle, ces conséquences sont difficiles à évaluer car en partie liées à l'issue du conflit. Ce chapitre tentera tout de même de mesurer les impacts déjà identifiables de l'implication russe en Syrie.

4.1) Moscou, acteur incontournable de la résolution du conflit

Comme évoqué précédemment, en prouvant à plusieurs reprises sa capacité à protéger son allié syrien, la Russie s'est affichée comme un partenaire fiable auprès des puissances régionales. Ainsi, à la suite de l'adoption de la résolution 2118 votée le 27 septembre 2013 au Conseil de sécurité de l'ONU, les journaux Al-Sharq Al-Awsat et al-Hayat, médias influents dans la région du golfe, ont affirmé que l'échec de l'administration Obama à changer la ligne de conduite russe sur le dossier syrien était une victoire pour Moscou.²⁴² Mais la Russie s'est aussi affirmée en tant qu'acteur incontournable dont l'opinion doit être prise en compte dans la résolution du dossier syrien.

Depuis le début de son intervention dans le conflit, Moscou s'avère être une des seules puissances ayant la capacité de négocier directement avec Damas. Ainsi, lors des deux rencontres organisées à Moscou en janvier et avril 2015, la Russie est parvenue à rassembler le régime de Damas et une partie de l'opposition autour de la même table des négociations. Et même si les résultats de ces rencontres restent modestes, Moscou a confirmé son rôle important dans le dossier.²⁴³ L'Iran s'est aussi montré capable de dialoguer avec le régime de Bachar al-Assad, mais le plus grand

²⁴² KOZHANOV Nikolay, *op. cit.*, p. 47.

²⁴³ *Idem*, p. 59.

attachement de Téhéran au régime de Damas ainsi que les tensions avec les Etats-Unis et l'opposition syrienne, n'en font pas une meilleure alternative.

En s'assurant du maintien au pouvoir de Bachar al-Assad, notamment en intervenant dès septembre 2015, militairement cette fois, afin de renverser le rapport de force en sa faveur, Moscou garde donc sa place d'acteur incontournable en vue d'une sortie de crise et tire profit de sa politique menée depuis le début des hostilités.²⁴⁴ Enfin, en plus de permettre le maintien au pouvoir de Bachar al-Assad, le déploiement des forces aériennes russes en Syrie et notamment dans la base de Khmeimim, renforce un peu plus sa position diplomatique en montrant qu'aucune décision concernant la Syrie ne pourrait être prise sans la participation de Moscou.²⁴⁵

Le 30 octobre et le 14 novembre 2015 sont organisées les rencontres nommées respectivement Vienne I et Vienne II. Au-delà des résultats apparents plutôt modestes engrangés au cours de ces réunions, les avancées pour Moscou sont considérables. Premièrement, la Russie a réussi à faire accepter l'idée que l'Iran devait faire partie des négociations, ce qui était jusqu'alors refusé par les puissances occidentales. De plus, malgré les désaccords existants, l'Arabie Saoudite et le Qatar ont tous deux exprimé leur volonté de continuer le dialogue avec le Kremlin, démontrant encore un peu plus l'importance grandissante du rôle joué par la Russie dans ce dossier.²⁴⁶ Le cessez-le-feu voté par le Conseil de sécurité en décembre 2016, et les négociations d'Astana ouvertes en janvier 2017, sont tous deux des initiatives russes, laissant encore un peu plus les pays occidentaux de côté.²⁴⁷

En bref, par sa politique cohérente menée depuis le début des hostilités en Syrie et son implication de plus en plus forte dans le conflit, la Russie a réussi à se hisser en tant qu'acteur incontournable dans la résolution de la crise syrienne. En effet, il paraît inimaginable à l'heure actuelle d'envisager qu'une décision concernant ce dossier ne soit prise sans l'implication de Moscou.

²⁴⁴ de TINGUY Anne, « Chapitre 4 : La Russie face aux révoltes libyenne et syrienne : Des enjeux jugés majeurs, une politique défensive », in OUALDI M'hamed, PAGES-EL KAROUI Delphine, VERDEIL Chantal, (sous la direction de), *Les ondes de choc des révolutions arabes*, Beyrouth : Presses de l'Ifpo, 2014, pp. 85-103.

²⁴⁵ KOZHANOV Nikolay, *op. cit.*, p. 66.

²⁴⁶ *Idem*, p. 69.

²⁴⁷ SKORPIS Marianne, *op. cit.*

4.2) Capacité réelle de Moscou à influencer Damas

Malgré ce rôle incontournable de Moscou concernant la résolution du conflit, la réelle capacité de la Russie à influencer le régime de Bachar al-Assad peut-être remise en question. Bien que Moscou possède des moyens de pression considérables sur Damas, son entêtement à protéger son allié syrien a rendu ce dernier de plus en plus confiant dans ses actions menées face à l'opposition. Au cours des premières années de crise, durant lesquelles les principaux problèmes avaient le plus de chance de pouvoir être réglés par des négociations et réformes, le régime a systématiquement répondu par la force aggravant ainsi le conflit.²⁴⁸ Moscou a alors bien essayé d'obtenir des concessions de Bachar al-Assad, mais sans succès. Ces échecs à modifier la politique du chef d'Etat syrien ont, à plusieurs reprises, mis Moscou dans des situations inconfortables voire humiliantes. Ainsi, le 7 février 2012, Sergei Lavrov et le directeur du Russian Intelligence Service (SVR), Mikhail Fradkov, sont en visite officielle à Damas pour discuter de la situation du pays avec les autorités du pays. A la suite de cette rencontre avec le régime syrien, les deux hommes affirment que Bachar al-Assad s'est engagé à faire cesser les violences. Cependant, sur le terrain les bombardements de la ville de Homs ne diminueront pas d'intensité, et la violence persistera à travers le pays. Même s'il n'est pas possible de vérifier la véracité des propos échangés et la volonté réelle de Moscou quant à son exigence de mettre fin à la violence, la déclaration des autorités russes, contredite par les faits, donne l'impression d'un manque de capacité à réellement influencer le régime syrien.²⁴⁹

De plus, bien qu'étant l'un des seuls pays capables de dialoguer avec le régime syrien, la Russie n'a pas réussi à instaurer un réel dialogue national. Ce constat a été mis en évidence entre autres lors des rencontres Moscou I et II, se déroulant respectivement du 26 au 29 janvier et du 6 au 9 avril 2015. En effet, Moscou y a refusé de négocier avec toutes les forces d'opposition ayant adopté une idéologie islamique, même modérée, minant ainsi toutes chances de lancer un véritable dialogue national.²⁵⁰

²⁴⁸ KOZHANOV Nikolay, *op. cit.*, p. 47.

²⁴⁹ de TINGUY Anne, *op. cit.*

²⁵⁰ KOZHANOV Nikolay, *op. cit.*, p. 56.

Moscou est une des seules puissances capables de dialoguer directement avec le régime de Damas mais son influence sur le régime reste limitée.

4.3) Risque d'isolement pour la Russie

Le support russe sans faille vis-à-vis de son allié syrien présente un risque d'isolement pour Moscou. En effet, le régime de Bachar al-Assad a été condamné par de nombreux Etats et Organisations, tels que la Ligue Arabe, le Conseil de coopération du Golfe, l'Assemblée Générale des Nations Unies ou encore l'Union européenne. Hormis la Russie, l'Iran, la Chine et quelques pays d'Amérique latine, la majorité de la communauté internationale rejette donc l'actuel régime de Damas.²⁵¹ Ce soutien inconditionnel à Bachar al-Assad comporte le risque pour Moscou d'être isolé sur la scène internationale. En menant une telle politique, la Russie s'expose au risque d'une hostilité croissante de la part des populations étrangères, et notamment sunnites. Comme l'illustre l'accueil réservé à Sergueï Lavrov à Ryad lors d'une réunion du Conseil de coopération du Golfe le 15 novembre 2012, la position affichée par le Kremlin détériore le capital sympathie acquis dans les années 2000.²⁵²

Par ailleurs, alors que l'attachement à l'Organisation des Nations Unies est une des caractéristiques intégrantes de la diplomatie russe depuis la chute de l'URSS, l'utilisation par la Russie de son droit de veto à de multiples reprises a contribué à la marginalisation du Conseil de sécurité en tant qu'acteur dans la résolution du conflit syrien en le rendant impuissant.²⁵³ Cette inaction du Conseil de sécurité induite par l'attitude russe risque de tenter certains Etats d'agir en dehors du cadre onusien. Ce fut le cas en avril 2017 avec les frappes américaines sur la base d'al-Chaayrate en Syrie, en réponse aux attaques chimiques de Khan Cheikhoun imputées par l'Occident au régime syrien.²⁵⁴

²⁵¹ de TINGUY Anne, *op. cit.*

²⁵² KATZ Mark N., « Moscow and the Middle East: Repeat Performance? », *Russia in Global Affairs*, Juillet-Septembre 2012, n°3.

²⁵³ SCHUMILIN Alexandre, *Russia and the Syrian problem*, Moscou : Russian International Affairs Council, 4/02/2013, http://russiancouncil.ru/en/analytics-and-comments/analytics/russia-and-the-syrian-problem/?sphrase_id=514165, consulté le 21/07/2017.

²⁵⁴ de TINGUY Anne, *op. cit.*

Le risque de la politique menée par la Russie dans le dossier syrien est donc de se retrouver isolée au sein des différentes Organisations internationales. L'utilisation quasi systématique de son droit de veto pour toutes propositions touchant au cas syrien, discrédite et rend impuissant le Conseil de sécurité, pourtant cher à la Russie post-soviétique de par la place de premier plan qu'elle y tient. Par ailleurs, par son soutien inconditionnel à Bachar al-Assad la Russie s'attire l'hostilité grandissante de la part des populations sunnites, risquant ainsi d'altérer sa propre influence dans la région.

4.4) Conséquences sur le rapport de forces en interne

L'implication de Moscou en Syrie a aussi des conséquences sur le rapport de forces en Russie. La question est de savoir si celles-ci sont profitables ou non à Vladimir Poutine. Différents sondages réalisés en Russie fournissent à ce sujet certaines indications. Ainsi, celui mené par la Gallup Organization, montre que la popularité du Président au sein de la population russe semble augmenter depuis 2012 pour atteindre 83% d'approbation en 2014. Cependant, cette popularité n'est pas uniquement liée à la position russe en Syrie. Les jeux olympiques d'hiver à Sotchi et l'annexion de la Crimée permettent eux-aussi d'expliquer ce soutien populaire. (Tableau 5)

En octobre 2015, soit peu de temps après le début de l'intervention militaire russe sur le sol syrien, la cote de popularité de Vladimir Poutine continue d'augmenter pour atteindre les 89,9% de satisfaction. Cette enquête conclut que ce chiffre historiquement haut est en lien direct avec l'intervention de l'aviation militaire russe en Syrie.²⁵⁵ Il est à noter que ces données doivent être utilisées avec prudence car elles proviennent d'un sondage réalisé par la Russian Public Opinion Research Center et financé par le gouvernement. Cependant, un autre sondage, mené cette fois par l'agence américaine Pew Research Center, semble confirmer cette

²⁵⁵ CULLINANE Susannah, *Putin's popularity at record high, government-funded poll says*, Atlanta : CNN, 22/10/2015, <http://edition.cnn.com/2015/10/22/europe/russia-putin-poll/index.html>, consulté le 2/08/2017.

tendance. Les chiffres montrent qu'en 2017, 87% de la population russe semble approuver la façon dont Vladimir Poutine gère les affaires internationales. (Tableau 6) De plus, l'objectif de retrouver une place plus importante pour la Russie sur la scène internationale paraît être perçu pour 59% de la population qui considère que le pays joue un rôle plus important dans le monde aujourd'hui qu'il y a 10 ans et qui pense donc que l'influence de la Russie grandit. (Tableau 6)

La décision d'intervenir militairement en Syrie a été majoritairement soutenue par la population russe. Aujourd'hui encore, 46% de la population pense que la Russie doit maintenir son implication militaire en Syrie, et 11% pense qu'il faut l'augmenter.²⁵⁶ Cependant les objectifs principaux de cette intervention diffèrent selon que l'on considère la vision populaire et celle du Kremlin. En effet, alors que Vladimir Poutine a admis publiquement que l'intervention de l'armée russe visait à stabiliser le régime de Bachar al-Assad²⁵⁷, seul 25% des répondants voient le maintien du régime de Damas comme la priorité, alors que 64% privilégient la lutte contre les groupes terroristes. (Tableau 7)

Cette popularité du Président russe s'est exprimée lors des élections législatives de 2016, où le parti de Vladimir Poutine, Russie Unie, a obtenu la majorité absolue à la Douma alors que celui-ci ne l'avait pas atteinte en 2011.²⁵⁸

La position adoptée par Vladimir Poutine sur le dossier syrien, semble avoir été profitable au Président russe qui voit le soutien populaire grandir.

²⁵⁶ VICE Margaret, « Russians Remain Confident in Putin's Global Leadership », Washington : Pew Research Center, Juin 2017, p. 4.

²⁵⁷ GRAY Melissa, *Putin: Russian airstrikes in Syria aimed at helping al-Assad regime*, Atlanta : CNN, 12/10/2015, <http://edition.cnn.com/2015/10/12/world/syria-russia-airstrikes/>, consulté le 2/08/2017.

²⁵⁸ PFLIMLIN Edouard, *Le parti de Poutine gagne les législatives en Russie*, Paris : Le Monde.fr, 19/09/2016, http://www.lemonde.fr/europe/article/2016/09/19/le-parti-de-poutine-gagne-les-legislatives-en-russie_4999790_3214.html, consulté le 3/08/2017.

4.5) Conséquences sur les relations avec l'Occident

Ajouté à la crise libyenne, le cas syrien affirme encore davantage la dynamique à l'œuvre depuis plusieurs années déjà au niveau des relations entre la Russie et les puissances occidentales : même si une coopération entre les deux parties du globe reste indispensable, les tensions, la méfiance et la compétition grandissent.²⁵⁹ Outre les frappes aériennes américaines sur la base d'al-Chaayrate d'avril 2017, les récents événements font clairement apparaître cette escalade des tensions entre la Russie et l'Occident. Ainsi, le 18 juin 2017, un appareil de l'armée de l'air américaine a abattu un avion de chasse syrien près de Racca. La réponse de Moscou ne s'est pas fait attendre, avertissant que tous les avions de la coalition volant au-dessus du territoire syrien deviendront des cibles pour la défense anti-aérienne russe et son aviation.²⁶⁰

Cette fracture grandissante entre les deux parties du monde est aussi perceptible à travers l'opinion publique. Bien que depuis l'arrivée de Poutine au pouvoir la Russie exerce des efforts considérables pour développer une diplomatie d'influence dans le but d'instaurer un environnement qui lui soit favorable, la politique et les actions menées contribuent à une dégradation de son image, déjà majoritairement négative en Amérique du nord et dans l'Union européenne. Pour exemple, en 2012 le pourcentage de l'opinion publique américaine favorable à la Russie a chuté en dessous des 50% pour la première fois depuis la fin de l'URSS. En Union européenne, la chute de popularité russe est encore plus marquée, descendant à 37% (voir tableau 4).²⁶¹ Cette méfiance est réciproque et le même sentiment envers l'Occident est perceptible au sein de la population russe. Des enquêtes d'opinion, notamment celles du centre Levada, mettent en évidence l'impact du dossier syrien sur l'augmentation de la méfiance au sein de la population russe à l'égard des Etats occidentaux.²⁶²

²⁵⁹ de TINGUY Anne, *op. cit.*

²⁶⁰ GOUSET Catherine, *Syrie: la dangereuse escalade entre les États-Unis, la Russie, l'Iran*, Paris : L'express, 19/06/2017, http://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-moyen-orient/en-syrie-trump-declenche-une-dangereuse-escalade-avec-la-russie-et-l-iran_1919325.html, consulté le 22/07/2017.

²⁶¹ *Transatlantic trends* [en ligne]. 12 Septembre 2012. [Consulté le 22 juillet 2017]. Disponible à l'adresse : <http://trends.gmfus.org/transatlantic-trends-2012-released/>

²⁶² de TINGUY Anne, *op. cit.*

La crise syrienne a donc accentué la fracture entre les deux parties du globe, aussi bien au niveau diplomatique que dans l'opinion publique. La méfiance réciproque que se vouent les populations occidentales et russes l'une envers l'autre a augmenté au cours de la crise syrienne.

4.6) Conséquences sur les relations avec l'Iran, la Turquie et la Chine

La politique menée par la Russie en Syrie a aussi des conséquences sur les relations qu'entretient Moscou avec les autres puissances non-occidentales, telles que l'Iran, la Turquie et la Chine.

4.6.1) Relations Russie – Iran

Le rapprochement entre Moscou et Téhéran s'est construit dès la fin de la guerre froide sur une entente pragmatique. En effet, l'Iran s'était engagé à ne pas exporter la Révolution islamique dans les régions musulmanes d'Asie centrale et du Caucase, et en retour, Moscou coopérait avec la République islamique d'Iran dans des domaines stratégiques sensibles (nucléaire civil, armement, domaine balistique ou spatial, etc.). En 1995, cette coopération militaire a été interrompue à la suite de l'accord Gore-Tchernomyrdine, mais l'arrivée de Vladimir Poutine à la présidence russe en 2000 relance celle-ci. Cependant les votes russes en faveur de l'adoption par le Conseil de sécurité de résolutions sanctionnant l'Iran entre 2006 et 2010 ont considérablement dégradé la relation entre les deux pays.²⁶³ Moscou joue un rôle clé dans la négociation de l'accord de Vienne de juillet 2015 sur le nucléaire iranien. Cet accord est bénéfique aussi bien pour les intérêts économiques de la Russie avec un approfondissement de ses coopérations stratégiques avec l'Iran, que pour ses préoccupations sécuritaires, avec une stabilisation de son « étranger proche ». La Russie reste, avec la Chine, l'une des seules puissances coopérant avec l'Iran sur des sujets sensibles tels que le nucléaire civil et les équipements nucléaires²⁶⁴, et en 2016, Vladimir Poutine relance d'ailleurs le projet d'exportation de missiles anti-

²⁶³ THERME Clément, « L'axe irano-russe au Moyen-Orient », *Diplomatie*, mars-avril 2016, n°70, p. 60.

²⁶⁴ *Idem*, p. 61.

missiles S-300 vers l'Iran.²⁶⁵ La Russie accepte de coopérer dans des secteurs que les Occidentaux refusent d'intégrer dans leurs relations avec Téhéran et cette posture permet à Moscou de garder sa valeur stratégique auprès des autorités iraniennes.²⁶⁶

Le contexte des Printemps arabes de 2011, et les soulèvements populaires qui en ont découlé, ont favorisé l'émergence d'un axe stratégique russo-iranien.²⁶⁷ Sur le dossier syrien, Moscou et Téhéran partagent la même vision d'un règlement de la crise basé sur l'acteur étatique syrien, légitime à leurs yeux. Les deux pays s'opposent aux Occidentaux qui considèrent le régime de Bachar al-Assad comme illégitime. Les deux puissances partagent aussi la crainte d'une wahhabisation de l'Islam. En effet, Moscou se rappelle de l'expérience douloureuse de la Tchétchénie et de l'Asie centrale, et Téhéran craint l'expansion de cette idéologie hostile au chiisme. Cette dimension est donc un catalyseur de l'entente militaire entre la Russie et l'Iran, rejoint par le Hezbollah libanais, dans la guerre civile syrienne.²⁶⁸ Les points de convergence entre la Russie et la République islamique d'Iran concernant les Printemps arabes, et le dossier syrien plus précisément, tendent à rapprocher les deux puissances et améliorer les relations entre celles-ci.

4.6.2) Relations Russie-Turquie

Depuis 2002, les autorités turques ont fait de l'amélioration des relations avec la Russie une de leurs priorités. Des partenariats économiques et énergétiques ont été développés. La relation entre les deux puissances est plus tactique que stratégique, les deux pays ayant plus d'intérêts divergents que convergents, sans avoir de réel agenda politique commun notamment au niveau énergétique où Ankara supporte le développement du Southern Gas Corridor alors que Moscou supporte le South Stream Pipeline.²⁶⁹

²⁶⁵ KISELYOVA Maria, SOLOVYOV Dmitry, *Russia completes delivery of S-300 air defense missiles to Iran*: RIA, Londres : Reuters, 13/10/2016, <http://www.reuters.com/article/us-russia-iran-missiles-idUSKCN12D0Z2>, consulté le 4/08/2017.

²⁶⁶ THERME Clément, *op. cit.*, p. 61.

²⁶⁷ *Ibidem*.

²⁶⁸ *Idem*, p. 62.

²⁶⁹ FLANAGAN Stephen J., « The Turkey—Russia—Iran Nexus: Eurasian Power Dynamics », *The Washington Quarterly*, Hiver 2016, vol. 36, n°1, pp. 166-167.

Au retour de Vladimir Poutine à la présidence en 2012, et au vu de la différence de point de vue quant à la manière de résoudre le conflit syrien, les relations entre les deux pays se refroidissent. De plus, sous le gouvernement de l'AKP, la Turquie est devenue de plus en plus islamique, ce qui fait craindre à Moscou que les activités religieuses, éducationnelles, et culturelles de la Turquie ne se propagent en Crimée, dans le Caucase ou encore en Asie centrale, favorisant ainsi les mouvements radicaux en Russie ou dans son voisinage.²⁷⁰ En Syrie, les deux puissances semblent être engagées dans une lutte d'influence.²⁷¹ Les relations entre les deux pays se sont davantage dégradées encore le 24 novembre 2015 après que l'aviation turque ait abattu un bombardier russe au-dessus de la frontière turco-syrienne.²⁷² Quatre jours plus tard, Moscou a adopté des sanctions économiques à l'encontre de la Turquie, mais la Russie a aussi pris d'autres mesures telles que la suspension de l'accord d'exemption de visas entre les deux pays.²⁷³

Cependant en août 2016, la rencontre à Saint-Pétersbourg entre Recep Tayyip Erdogan et Vladimir Poutine laisse prévoir un réchauffement des relations russo-turques. Les deux Présidents annoncent même une normalisation des relations après qu'Ankara ait officiellement présenté ses excuses pour l'avion russe abattu l'année précédente et les sanctions sont progressivement levées.²⁷⁴

Malgré leurs positions différentes sur le dossier syrien, les deux pays ont joint leurs efforts pour collaborer ensemble afin de proposer au Conseil de Sécurité de l'ONU, le 29 décembre 2016, un cessez-le-feu à travers toute la Syrie, et dont ils sont, avec l'Iran, les garants.²⁷⁵ C'est d'ailleurs sous l'impulsion du même trio que les négociations d'Astana se sont ouvertes en janvier 2017, laissant les puissances occidentales en-dehors de la gestion du conflit syrien.²⁷⁶

²⁷⁰ *Idem*, pp. 168-169.

²⁷¹ *Idem*, p. 169.

²⁷² MINASSIAN Gaïdz, *Les relations Turquie-Russie : Je t'aime... moi non plus*, Paris : Le Monde.fr, 05/08/2016, http://www.lemonde.fr/idees/article/2016/08/05/les-relations-turquie-russie-je-t-aime-moi-non-plus_4979039_3232.html#YuquAQo5D2ak4TY3.99, mis à jour le 9/08/2016, consulté le 2/08/2017.

²⁷³ *La Russie adopte des sanctions économiques contre la Turquie*, Paris : Le Monde.fr, 28/11/2015, http://www.lemonde.fr/europe/article/2015/11/28/la-russie-adopte-des-sanctions-economiques-contre-la-turquie_4819827_3214.html, mis à jour le 29/11/2015, consulté le 3/08/2017.

²⁷⁴ GAMANDIY-EGOROV Mikhail, *op. cit.*

²⁷⁵ *Idem*.

²⁷⁶ SKORPIS Marianne, *op. cit.*

Ce réchauffement des relations entre la Russie et la Turquie est aussi perceptible à travers les résultats de sondages menés en Russie. Ainsi, le sondage mené en 2017 par le Centre de recherche d'opinion publique russe (VCIOM), qui est une agence d'Etat, montre que seulement 4% de la population russe voit les relations avec la Turquie comme hostiles, et 24% comme tendues. Ces chiffres marquent une diminution conséquente par rapport à ceux de l'année précédente qui étaient respectivement de 23% et 47%. Selon Stepan Lvov, directeur de l'agence, ce changement de perception de la part de la population russe est en majeure partie dû à la collaboration des deux pays dans la recherche d'une solution au conflit syrien.²⁷⁷

On le voit, malgré le refroidissement temporaire des relations à la suite de l'incident grave de novembre 2015 et leur divergence de vue sur le dossier syrien, Ankara et Moscou ont su collaborer pour s'impliquer davantage dans la crise en Syrie, au détriment des puissances occidentales. La Turquie a progressivement changé de position, ne faisant plus du départ de Bachar al-Assad une priorité. Cela a permis à Ankara de se rapprocher de Moscou et d'éviter un isolement sur la scène internationale. La Russie quant à elle a su saisir cette opportunité pour prendre une place plus importante dans la gestion du conflit.

4.6.3) Relations Russie-Chine

Les deux pays ont des intérêts complémentaires au Moyen-Orient et possèdent des intérêts vitaux qui nécessitent une stabilité de la région. Ceux-ci sont non seulement d'ordre sécuritaire et géopolitique, mais aussi énergétique et économique.²⁷⁸ Les deux puissances partagent également le souci de protéger la souveraineté étatique des Etats de toutes interventions occidentales.²⁷⁹ A ce titre, Pékin a toujours affiché une neutralité complice sur le dossier syrien mais aussi ukrainien, alors que Moscou a soutenu la position chinoise en mer de Chine du

²⁷⁷ *Russians see Turkey as ally, favor deeper ties – poll*, Moscou : Russia Today, 15/05/2017, <https://www.rt.com/politics/388425-russians-see-turkey-as-ally/>, consulté le 3/08/2017.

²⁷⁸ KUO Mercy A., *Geopolitics of US-China-Russia Relations: North Korea and the Middle East*, Washington : The Diplomat, 31/05/2017, <http://thediplomat.com/2017/05/geopolitics-of-us-china-russia-relations-north-korea-and-the-middle-east/>, consulté le 3/08/2017.

²⁷⁹ KUCHINS Andrew C., « Mismatched Partners: US – Russia Relations after the Cold War », in CARDIER David, LIGHT Margot (sous la direction de), *Russia's Foreign Policy: Ideas, Domestic Politics and External Relations*, Houndmills : Palgrave MacMillan, 2015, pp. 117-137.

Sud.²⁸⁰ De plus, le changement d'orientation de la politique étrangère américaine, caractérisé par une intervention moins systématique laisse plus de place à Moscou et Pékin pour se hisser en tant que grandes puissances sur la scène internationale. Le chef d'Etat chinois, Xi Jinping, l'a assuré après une rencontre avec son homologue russe le 4 juillet 2017, les relations sino-russes n'ont jamais été aussi bonnes.²⁸¹ La politique russe menée en Syrie semble avoir reçu le soutien, parfois indirect, de Pékin qui a affiché sa neutralité au Conseil de sécurité tout en y utilisant à plusieurs reprises son droit de veto afin d'éviter toute forme d'intervention extérieure dans le dossier syrien.

Il est à noter qu'en dépit de ces bonnes relations, des points de friction existent néanmoins entre les deux puissances. C'est le cas par exemple de l'initiative chinoise de la Nouvelle route de la soie qui impliquerait la participation d'anciens pays soviétiques, tels que le Kazakhstan, le Tadjikistan et le Kirghizistan. L'influence croissante de la Chine dans cette zone d'influence russe pourrait nuire à Moscou. La région d'Asie centrale est un point de pression pour les relations entre la Russie et la Chine, car Pékin y a souvent des intérêts en compétition avec ceux de la Russie.²⁸²

La position russe en Syrie a généralement été suivie indirectement par la Chine à travers l'utilisation de son droit de veto au Conseil de sécurité. Pékin, soucieuse de respecter la souveraineté nationale, semble se rapprocher de Moscou malgré les points divergents concernant notamment la région d'Asie centrale.

²⁸⁰ PEDROLETTI Brice, *La Chine et la Russie célèbrent leur rapprochement*, Paris : Le Monde.fr, 27/06/2017, http://www.lemonde.fr/asie-pacifique/article/2016/06/27/la-chine-et-la-russie-celebrent-leur-rapprochement_4958837_3216.html, consulté le 3/8/2017.

²⁸¹ MING Cheang, *'Best time in history' for China-Russia relationship: Xi and Putin boost ties*, Englewood Cliffs : CNBC, 4/07/2017, <https://www.cnbc.com/2017/07/04/china-russia-ties-reaffirmed-after-xi-jinping-and-vladimir-putin-meet.html>, consulté le 3/08/2017.

²⁸² *Idem.*

Conclusion générale

La problématique de départ proposait de procéder à une analyse du positionnement russe dans le dossier syrien et de tenter d'en identifier les conséquences tant au niveau domestique qu'international, cela à travers la perspective réaliste. Arrivant au bout du cheminement proposé, ce chapitre reprendra synthétiquement l'essentiel de chaque partie du mémoire dans le but de dégager les résultats de l'évaluation des hypothèses de départ et de répondre à la question de recherche.

La première partie du mémoire relate les différentes étapes par lesquelles le conflit syrien est passé, partant des contestations populaires pacifiques pour aboutir à une militarisation et une internationalisation du conflit. Le chapitre met en évidence le soutien indéfectible de Moscou à son allié de Damas. La Russie utilise à plusieurs reprises son droit de veto afin d'empêcher le Conseil de sécurité de voter toutes résolutions touchant au dossier syrien et n'hésite pas, en septembre 2015, à intervenir militairement pour venir en aide au régime de Bachar al-Assad. Parallèlement à l'usage du veto et à l'intervention militaire, le Kremlin s'implique et prend des initiatives diplomatiques en organisant plusieurs rencontres de négociations internationales visant également à enclencher un processus de dialogue national en Syrie.

Le second chapitre fait apparaître que la majeure partie du pouvoir en Russie est concentrée entre les mains du Président, que l'idéologie inspirant Vladimir Poutine définit les intérêts nationaux et conséquemment la politique menée par la Russie, aussi bien au niveau domestique qu'international. Sur ce dernier aspect, l'attitude du Président russe, a évolué tout au long de ses différents mandats. Les révolutions de couleurs de 2004 menant des dirigeants pro-occidentaux au pouvoir dans des pays tels que l'Ukraine ou la Géorgie, ou encore les élargissements de l'Union européenne et de l'OTAN aux anciennes républiques soviétiques en 2004, constituent autant d'évènements qui ont contribué à exacerber le sentiment de « citadelle assiégée » en Russie et à alimenter une hostilité grandissante envers l'Occident pouvant être interprétée à l'aide du concept de dilemme de sécurité. Mais

c'est davantage durant son troisième mandat que Vladimir Poutine marque une distanciation de plus en plus nette avec l'Occident. Le Président russe revient à la tête de l'Etat en 2012 avec un sentiment de trahison à la suite du renversement du régime libyen de Mouammar Kadhafi causé par l'intervention occidentale l'année précédente. De plus, les manifestations contre son retour à la présidence qui ont éclaté en Russie sont interprétées par les autorités du pays comme une tentative de déstabilisation par les pays occidentaux. Vladimir Poutine lance alors une politique domestique patriotique promouvant des valeurs russes différentes de celles de l'Occident. Le Président russe instrumentalise donc les tensions existant en Russie afin de rassembler la nation en l'opposant à son ennemi héréditaire américain.

Ce raidissement dans la politique domestique menée par Vladimir Poutine au cours de son troisième mandat se traduit aussi à travers sa politique étrangère. La promotion du patriotisme et de la grandeur russe se prolonge à travers une politique extérieure privilégiant la défense des intérêts nationaux et le retour à un statut de grande puissance qui veut contrebalancer les Etats-Unis dans un système international multipolaire. C'est cette direction politique imposée par Vladimir Poutine qui définit les intérêts russes à l'étranger et la manière de les défendre y compris dans le dossier syrien.

La troisième partie tente de cerner les intérêts qu'a la Russie à adopter la position qui est la sienne dans le conflit syrien. Le caractère pragmatique de la politique étrangère menée par Moscou y est mis en évidence. Les relations qu'entretient la Russie avec ses partenaires, ne semblent pas guidées par les valeurs et idéologies, mais plutôt par les impératifs de la réalité et le souci de rencontrer ses intérêts nationaux. La position russe sur le conflit syrien n'empêche pas Moscou de maintenir de bonnes relations commerciales avec des régimes même hostiles à Bachar al-Assad tels que celui de l'Arabie Saoudite.

Les intérêts nationaux russes en Syrie sont aussi bien d'ordre économique, stratégique, géopolitique ou relèvent du prestige. Ces éléments laissent donc penser que l'alliance qu'entretient Moscou avec Damas est stratégique. La Russie bénéficie en Syrie de certaines infrastructures militaires telles que le port de Tartous ou encore la base aérienne de Hmeimim, qui lui permettent d'avoir un point d'influence

conséquent dans la région et ainsi d'y contrebalancer la puissance américaine. Il est possible d'interpréter ceci à travers le concept du « zero-sum game ». En effet, si Moscou s'assure que son allié Bachar al-Assad reste à la présidence du pays, la Russie pourra continuer de jouir d'un rapport privilégié avec son principal relais d'influence dans la région. Et inversement, si Bachar al-Assad n'arrive pas à se maintenir au pouvoir, il est fort probable que le nouveau régime soit plus hostile à la Russie et plus proche de l'Occident. De plus, le soutien sans faille fourni par Moscou à Damas envoie un signal fort aux puissances régionales en montrant que, contrairement aux Etats-Unis, la Russie respecte ses engagements et n'abandonne pas ses alliés. Elle tente ainsi de trouver de nouveaux partenaires qui chercheraient une alternative aux puissances occidentales.

En s'impliquant d'une telle façon dans la crise syrienne, aussi bien diplomatiquement que militairement, la Russie est incontestablement devenue un acteur incontournable dans la résolution du conflit. En effet, étant l'un des seuls intermédiaires ayant la possibilité de dialoguer avec le régime de Damas, il paraît inconcevable de passer outre l'implication de Moscou pour résoudre la crise syrienne. Le dossier syrien a donc permis à la Russie de retrouver suffisamment de prestige et d'influence pour se hisser au rang de grande puissance sur la scène internationale. Moscou profite de ce statut pour lier différents dossiers entre eux, lui donnant la possibilité d'obtenir plus aisément des concessions de la part des autres parties. Par sa volonté de retrouver un tel statut sur l'échiquier international et d'attirer des potentiels nouveaux alliés, la Russie chercherait donc à maximiser sa puissance.

Cette volonté de se hisser au rang de grande puissance, au même niveau que les Etats-Unis, illustre la vision multipolaire des relations internationales qu'adopte la Russie. Elle privilégie les prises de décisions multilatérales basées sur le droit international. L'Organisation des Nations Unies est considérée comme un forum intergouvernemental et non pas supranational. Moscou a, à plusieurs reprises, mis l'accent sur le respect de la souveraineté étatique. Le précédent libyen et le chaos qui a suivi la chute de Mouammar Kadhafi ont conforté les Russes dans leur vision. La Russie soutient qu'une intervention militaire dans un pays tiers doit être menée à la demande du gouvernement de celui-ci et qu'en cas contraire, les puissances

étrangères doivent se limiter à essayer de rassembler les différents belligérants autour de la table des négociations. Une des raisons pour lesquelles Moscou accorde tant d'importance à ce respect de la souveraineté des Etats, est la crainte qu'un cas d'ingérence étrangère dans un conflit intérieur n'ouvre la porte à d'autres pratiques du même genre visant cette fois-ci des pays alliés ou la Russie elle-même.

Par son positionnement dans le dossier syrien, Moscou souhaite aussi maximiser sa sécurité nationale. Le territoire russe comporte en effet des régions musulmanes sensibles, telles que le Caucase du Nord. La crainte des autorités russes est alors que l'émergence des groupes djihadistes présents en Syrie ne se propage sur leur territoire. De nombreux ressortissants russes ont déjà rejoint les rangs de ces groupes terroristes et Moscou veut éviter qu'ils ne reviennent en Russie afin d'y commettre des attentats. Cette bataille contre le terrorisme est d'ailleurs l'une des raisons officielles de l'intervention militaire russe en Syrie. Et même si dans les faits, la majorité des frappes visent les rebelles modérés, cette intervention peut être vue comme une tentative de maximiser sa sécurité nationale.

Les éléments ci-dessus confirment donc l'hypothèse selon laquelle la politique étrangère russe est guidée par la *realpolitik* et est centrée sur la Russie qui construit ses alliances en fonction de ses intérêts nationaux plutôt que sur base de valeurs et idéaux communs. La Russie, de par sa vision multipolaire, cherche à se hisser au rang de grande puissance et d'ainsi contrebalancer la puissance américaine.

Enfin, la quatrième partie du mémoire vise à comprendre les conséquences du positionnement russe sur l'échiquier international. Même si nombre de ces conséquences ne pourront être réellement identifiées qu'à l'issue de ce conflit, certaines d'entre elles peuvent déjà être relevées.

Tout d'abord, en menant une politique cohérente et en s'impliquant de plus en plus intensément dans le conflit syrien, aussi bien diplomatiquement que militairement, la Russie a réussi à devenir incontournable dans la résolution de cette crise. En effet, il paraît inimaginable à l'heure actuelle d'envisager qu'une décision concernant ce dossier ne soit prise sans l'implication de Moscou. Elle l'a prouvé en organisant les négociations d'Astana en janvier 2017, rassemblant autour de la même

table le régime en place et l'opposition, et mettant même de côté les puissances occidentales.

Ce sentiment d'avoir acquis une place plus importante sur la scène internationale est perceptible au sein de la population russe. En effet, les sondages datant de 2017 montrent que 59% de la population considère que le pays joue un rôle plus important dans le monde d'aujourd'hui qu'il y a dix ans. La population russe soutient majoritairement la politique menée par Moscou en Syrie, Vladimir Poutine a d'ailleurs vu sa côte de popularité augmenter depuis le début du conflit. Cet effet positif pour le Président russe s'est traduit en 2016 par une large victoire de son parti, Russie Unie, aux élections législatives.

Cependant, même si cette politique a permis à la Russie de retrouver une place de premier plan sur la scène internationale, elle n'a pas pu démontrer sa réelle capacité à influencer le régime de Damas. Ainsi, lors des différentes négociations, la Russie n'a jamais su réellement instaurer un dialogue national entre les différentes parties. Par ailleurs, à plusieurs reprises, Moscou n'est pas parvenu à changer la ligne de conduite suivie par Bachar al-Assad, notamment au sujet de la violence de la répression, se mettant dans une position inconfortable.

La position russe comporte un risque d'un isolement sur la scène internationale. Même si Moscou parvient pour l'instant à maintenir des relations correctes, notamment au niveau commercial, avec les puissances sunnites hostiles à Bachar al-Assad, un maintien de cette position pourrait s'avérer dommageable pour le capital sympathie acquis depuis les années 2000.

Par ailleurs, l'utilisation répétée de son droit de veto par la Russie au Conseil de sécurité marginalise le rôle de l'institution en la rendant impuissante et pourrait s'avérer contre-productive. Alors que l'Organisation des Nations Unies est une des caractéristiques intégrantes de la diplomatie russe depuis la chute de l'URSS, le risque existe que les pays agissent en dehors du cadre onusien. La crise syrienne a considérablement augmenté les tensions entre la Russie et l'Occident et cette méfiance réciproque grandissante est perceptible jusqu'au sein de l'opinion publique comme le montre les résultats des récents sondages.

Les relations de la Russie avec les puissances non-occidentales telles que l'Iran, la Turquie et la Chine ont connu une amélioration due à la politique menée par la Russie, et leurs intérêts convergents sur le dossier syrien.

A la lumière de ces éléments, il nous est donc possible de confirmer l'hypothèse selon laquelle la place d'acteur incontournable acquise par la Russie dans la gestion du conflit syrien, est une conséquence directe de la politique menée par Vladimir Poutine, tant au niveau domestique qu'international, visant à redonner sa grandeur à la Russie.

L'étude du sujet a permis de mieux comprendre le positionnement russe sur la crise syrienne à travers la perspective réaliste. Elle a aussi cherché à en analyser les conséquences actuellement percevables pour la Russie aussi bien sur le plan domestique qu'international. Une identification et une analyse plus en profondeur des effets qui découlent du positionnement russe dans le conflit syrien seront possibles lorsque celui-ci aura pris une tournure plus définitive, permettant une prise de recul plus importante.

Bibliographie

Articles de presse

- Anne BERNARD, Hwaida SAAD, «First Day of Syria Peace Talks Quickly Descends Into Quarreling », *New-York Times*, 23/01/2017.
- Somini SENGUPTA, «Syria Talks: What Countries Want », *New York Times*, 13/11/2015.

Articles Scientifiques

- *Au sens strict*
- ALLISON Roy, « Russia and Syria : explaining alignment with a regime in crisis », *International Affairs*, 2013, vol. LXXXIX, n°4, pp. 795-823.
- BAGDONAS Azuolas, « Russia's Interests in the Syrian Conflict : Power, Prestige, and Profit », *European Journal of Economic and Political Studies*, 2012, vol. V, n°2, pp. 55-77.
- BURDY Jean-Paul, « « Beau temps sur la Syrie ? » L'intervention de la Russie, au risque de l'enlisement », *Diplomatie*, mars-avril 2016, n°70, pp. 50-54.
- DANNREUTHER Roland, « Russia and the Arab Spring : Supporting the Counter-Revolution », *Journal of European Integration*, 2014, vol. XXXVII, n°1, pp. 77-94.
- ELTCHANINOFF Michel, « L'État russe selon Poutine », *Le Débat*, 2016, vol. III, n° 190, pp. 79-87.

- FLANAGAN J. Stephen, « The Turkey—Russia—Iran Nexus: Eurasian Power Dynamics », *The Washington Quarterly*, Hiver 2016, vol. 36, n°1, pp. 163-178.
- FRISCH Hillel, « The Role of the Military in the Arab Tumult », *Journal of Strategic Studies*, 2013, vol. XXXVI, n°2, pp. 177-179.
- KATZ Mark N., « Putin's foreign policy towards Syria », *Middle East Review of International Affairs*, March 2006, vol. X, n°1, pp. 53-62.
- KATZ Mark N., « Moscow and the Middle East: Repeat Performance? », *Russia in Global Affairs*, Juillet-Septembre 2012, n°3
- MIKAÏL Barah, « Syrie : regards géopolitiques », *Confluences Méditerranée*, 2014, vol. II, n°89, pp. 9-13.
- PICHON Frédéric, « La Syrie, quel enjeu pour la Russie ? », *Politique étrangère*, Printemps 2013, vol. I, pp. 107-118.
- RIGOULET-ROZE David, « La variable énergétique dans la crise syrienne. La question stratégique du contrôle d'un futur gazoduc méditerranéen », *Confluences Méditerranée*, 2014, vol. IV, n° 91, pp. 95-106.
- SRGIENKO Vladislava, « Regards croisés sur le retour de la Russie en Méditerranée dans la presse actuelle », *Cahier de la Méditerranée*, 2014, n°89, pp. 37-44.
- THERME Clément, « L'axe irano-russe au Moyen-Orient », *Diplomatie*, mars-avril 2016, n°70, pp. 60-63.
- *Contributions à des ouvrages collectifs*
- de TINGUY Anne, « Chapitre 4 : La Russie face aux révoltes libyenne et syrienne : Des enjeux jugés majeurs, une politique défensive », in OUALDI M'hamed, PAGES-EL KAROUI Delphine, VERDEIL Chantal, (sous la direction

de), *Les ondes de choc des révolutions arabes*, Beyrouth : Presses de l'Ifpo, 2014, pp. 85-103. [En ligne], disponible sur : <http://books.openedition.org/ifpo/6930?lang=fr> [consulté le 22/07/2017]

- NEWTON Julie, « Shortcut to Great Power: Russia in Pursuit of Multipolarity. », in NEWTON Julie, TOMPSON William (sous la direction de), *Institutions, Ideas and Leadership in Russian Politics*, London: Palgrave Macmillan, 2010, pp. 88-116.
- KUCHINS Andrew C., « Mismatched Partners: US – Russia Relations after the Cold War », in CARDIER David, LIGHT Margot (sous la direction de), *Russia's Foreign Policy: Ideas, Domestic Politics and External Relations*, Houndmills : Palgrave MacMillan, 2015, pp. 117-137.
- TSYGANKOV Andrei P., « Chapitre 11 : Foreign Policy and Relations with United States », in WEGREN K. Stephen (sous la direction de), *Putin's Russia : Past imperfect, future uncertain*, 6^{ème} édition, Lanham : Rowman & Littlefield, 2016, pp. 233-256.

Cours Magistral

- LABRECQUE Charles-Louis, « Russia », Lecture, *Selected Topics in Governance*, Vancouver : Simon Fraser University, 2 novembre 2016.

Discours

- Discours de Vladimir Poutine, retranscrit par thesaker.is, mis à jour le 17 mars 2016, <http://thesaker.is/very-important-speech-of-vladimir-putin/>, consulté le 20 juin 2017.

- Discours de Vladimir Poutine, discours à la 43^{ème} Conférence de Munich sur la sécurité, 10/02/2007, <http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/24034>, consulté le 4/07/2017.

Documents officiels

- Constitution de la Fédération de Russie, adoptée le 12 décembre 1993, accessible à l'adresse : <http://www.constitution.ru/fr/>
- Résolution 2042 du Conseil de sécurité sur la situation au Moyen-Orient, New-York : Nations Unies, 14 avril 2012, S/RES/2042 (2012).
- Résolution 2254 du Conseil de sécurité sur la situation au Moyen-Orient, New-York : Nations Unies, 18 décembre 2015, S/RES/2254 (2015).
- Concept of the Foreign Policy of the Russian Federation, approuvé par Vladimir Poutine le 12 février 2013, accessible à l'adresse : http://www.mid.ru/en/foreign_policy/official_documents/-/asset_publisher/CptICkB6BZ29/content/id/122186
- Foreign Policy Concept of the Russian Federation, approuvé par Vladimir Poutine le 30 novembre 2016,, accessible à l'adresse : http://www.mid.ru/en/foreign_policy/official_documents/-/asset_publisher/CptICkB6BZ29/content/id/2542248?p_p_id=101_INSTANCE_CptICkB6BZ29&_101_INSTANCE_CptICkB6BZ29_languageId=en_GB

Entretien

- POUTINE Vladimir (Président de la Fédération de Russie), *entretien*, réalisé par Channel One et Associated Press, Novo-Ogaryovo, 3/09/2013.

Internet

- AFP, La Croix, *Conflit en Syrie : les grandes dates de la position russe*, Montrouge: La-croix.com, 02/10/2015, <http://www.la-croix.com/Actualite/Monde/Conflit-en-Syrie-les-grandes-dates-de-la-position-russe-2015-10-02-1363960>, consulté le 22/07/2017.
- ALOUTI Ferial, CAMUS Elvire, SALLON Hélène, *Du soulèvement populaire au conflit international, 6 ans de guerre en Syrie*, Paris : Le Monde.fr, http://www.lemonde.fr/proche-orient/visuel/2016/03/15/du-soulevement-populaire-au-conflit-international-cinq-ans-de-guerre-en-syrie_4882825_3218.html, consulté le 5/04/2017.
- ASARE Patrick, et alii, *Syria: The story of the conflict*, Londres : BBC News, 11/03/2016, <http://www.bbc.com/news/world-middle-east-26116868>, consulté le 5/04/2017.
- ATTIA Syrine, *L'ONU et la Syrie, une histoire de veto et de résolutions adoptées*, Paris : Le Monde.fr, 20/12/2016, http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2016/12/20/qu-a-fait-le-conseil-de-securite-de-l-onu-depuis-le-debut-du-conflit-syrien_5052133_4355770.html, consulté le 22/07/2017.
- BAKLANOV Andrei, SYUKIYAYNEN Leonid, KURBANOV Ruslan, *Syria as a terrorism hub : potential threats to Russia*, Novgorod : Valdai Club, 22/04/2016, http://valdaiclub.com/a/highlights/syria_as_a_terrorism_hub_potential_threats_to_russia/, consulté le 15/06/2017.
- BOWEN Andrew S., GALEOTTI Mark, *Putin's empire of the mind*, Washington : Foreign Policy, 21/04/2014, <http://foreignpolicy.com/2014/04/21/putins-empire-of-the-mind/>, consulté le 5/07/2017.

- CULLINANE Susannah, *Putin's popularity at record high, government-funded poll says*, Atlanta : CNN, 22/10/2015, <http://edition.cnn.com/2015/10/22/europe/russia-putin-poll/index.html>, consulté le 2/08/2017.
- MINASSIAN Gaïdz, *Les relations Turquie-Russie : Je t'aime... moi non plus*, Paris : Le Monde.fr, 05/08/2016, http://www.lemonde.fr/idees/article/2016/08/05/les-relations-turquie-russie-je-t-aime-moi-non-plus_4979039_3232.html#YuquAQo5D2ak4TY3.99, mis à jour le 9/08/2016, consulté le 2/08/2017.
- LASERRE Isabelle, *Barack Obama établit une « ligne rouge » en Syrie*, Paris : Le Figaro, 22/08/2012, <http://www.lefigaro.fr/international/2012/08/22/01003-20120822ARTFIG00265-barack-obama-etablit-une-ligne-rouge-en-syrie.php>, consulté le 11/06/2017.
- GAMANDIY-EGOROV Mikhail, *Quand les relations russo-turques déjouent les pronostiques*, Moscou : Sputnik, 31/01/2017, https://fr.sputniknews.com/points_de_vue/201701311029870203-russie-turquie-relations/, consulté le 2/08/2017.
- GOUSET Catherine, *Syrie: la dangereuse escalade entre les États-Unis, la Russie, l'Iran*, Paris : L'express, 19/06/2017, http://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-moyen-orient/en-syrie-trump-declenche-une-dangereuse-escalade-avec-la-russie-et-l-iran_1919325.html, consulté le 22/07/2017.
- GRAY Melissa, *Putin: Russian airstrikes in Syria aimed at helping al-Assad regime*, Atlanta : CNN, 12/10/2015, <http://edition.cnn.com/2015/10/12/world/syria-russia-airstrikes/>, consulté le 2/08/2017.

- HERARD Pascal, *Syrie : comprendre la position russe*, Paris : TV5 Monde, 29/08/2013, <http://information.tv5monde.com/info/syrie-comprendre-la-position-russe-4477>, mis à jour le 2/12/2013, consulté le 13/06/2017.
- KENDALL Bridget, *Will Power Shift from the Kremlin ?*, Londres : BBC News, 6/05/2008, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/7273637.stm>, consulté le 27/06/2017.
- KISELYOVA Maria, SOLOVYOV Dmitry, *Russia completes delivery of S-300 air defense missiles to Iran: RIA*, Londres : Reuters, 13/10/2016, <http://www.reuters.com/article/us-russia-iran-missiles-idUSKCN12D0Z2>, consulté le 4/08/2017.
- KUO Mercy A., *Geopolitics of US-China-Russia Relations: North Korea and the Middle East*, Washington : The Diplomat, 31/05/2017, <http://thediplomat.com/2017/05/geopolitics-of-us-china-russia-relations-north-korea-and-the-middle-east/>, consulté le 3/08/2017.
- LASERRE Isabelle, *La Russie poursuit ses ventes d'armes au régime d'Assad*, Paris : Le Figaro, 18 février 2013, <http://www.lefigaro.fr/international/2013/02/18/01003-20130218ARTFIG00707-la-russie-poursuit-ses-ventes-d-armes-au-regime-d-assad.php>, consulté le 15/06/2017.
- MING Cheang, *'Best time in history' for China-Russia relationship: Xi and Putin boost ties*, Englewood Cliffs : CNBC, 4/07/2017, <https://www.cnbc.com/2017/07/04/china-russia-ties-reaffirmed-after-xi-jinping-and-vladimir-putin-meet.html>, consulté le 3/08/2017.
- Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, *Comment by Press and Information Department of Russian Foreign Ministry on a Question from Interfax News Agency Regarding the Situation in Syria*, 19/08/2011, Moscou : Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie,

http://www.mid.ru/en/web/guest/kommentarii_predstavatelya/-/asset_publisher/MCZ7HQuMdqBY/content/id/197570, consulté le 18/06/2017.

- PEDROLETTI Brice, *La Chine et la Russie célèbrent leur rapprochement*, Paris : Le Monde.fr, 27/06/2017, http://www.lemonde.fr/asiе-pacifique/article/2016/06/27/la-chine-et-la-russie-celebrent-leur-rapprochement_4958837_3216.html, consulté le 3/8/2017.
- PFLIMLIN Edouard, *Le parti de Poutine gagne les législatives en Russie*, Paris : Le Monde.fr, 19/09/2016, http://www.lemonde.fr/europe/article/2016/09/19/le-parti-de-poutine-gagne-les-legislatives-en-russie_4999790_3214.html, consulté le 3/08/2017.
- ROMEO Lisa, *Syrie et Russie : Historiques des relations de 1946 à 2012*, lesclesdumoyenorient.com, 16/02/2012, <http://www.lesclesdumoyenorient.com/Syrie-et-Russie-historique-des.html>, consulté le 18/07/2017.
- SCHUMILIN Alexandre, *Russia and the Syrian problem*, Moscou : Russian International Affairs Council, 4/02/2013, http://russiancouncil.ru/en/analytics-and-comments/analytics/russia-and-the-syrian-problem/?sphrase_id=514165, consulté le 21/07/2017.
- SKORPIS Marianne, *Syrie : que faut-il attendre des négociations d'Astana ?*, Strasbourg : Arte Info, 23/01/2017, <http://info.arte.tv/fr/syrie-que-faut-il-attendre-des-negociations-dastana>, consulté le 7/04/2017.
- ZERROUKY Madjid, *Avec Dabiq, l'organisation Etat islamique perd la ville symbole de sa propagande*, Paris : Le Monde.fr, 16/10/2016, http://www.lemonde.fr/djihad-online/article/2016/10/16/avec-dabiq-l-etat-islamique-perd-la-ville-symbole-de-sa-propagande_5014638_4864102.html, mis à jour le 17/10/2016, consulté le 12/06/2017.

- *Déclaration du groupe de soutien international à la Syrie (Vienne, 14 novembre 2015)*, Paris : France Diplomatie, 2015, <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/syrie/evenements/actualites-2015/article/declaration-du-groupe-de-soutien-international-a-la-syrie-vienne-14-11-15>, consulté le 12/06/2017.
- *François Hollande confirme avoir livré des armes aux rebelles en Syrie*, Paris : Le Monde.fr, 20/08/2014, http://www.lemonde.fr/politique/article/2014/08/20/la-france-a-bien-livre-des-armes-aux-rebelles-en-syrie_4473715_823448.html, consulté le 23/07/2017.
- *La CIA met fin à son soutien aux rebelles syriens*, Paris : Le Monde.fr, 20/07/2017, http://www.lemonde.fr/syrie/article/2017/07/20/la-cia-met-fin-a-son-soutien-aux-rebelles-syriens_5162781_1618247.html, consulté le 23/07/2017.
- *La Crimée coutera 200 mds de dollars à la Russie*, Paris : Le Figaro.fr, 31/03/2015, <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2015/03/31/97001-20150331FILWWW00331-la-crimee-couter-200-mds-de-dollars-a-la-russie.php>, mis à jour le 31/03/2015, consulté le 2/07/2017.
- *Les cinq membres du Conseil de sécurité au chevet de la Syrie*, Paris : Le Monde.fr, 30/06/2012, http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2012/06/30/les-cinq-membres-du-conseil-de-securite-au-chevet-de-la-syrie_1727316_3218.html, consulté le 18/07/2017.
- *La Russie adopte des sanctions économiques contre la Turquie*, Paris : Le Monde.fr, 28/11/2015, http://www.lemonde.fr/europe/article/2015/11/28/la-russie-adopte-des-sanctions-economiques-contre-la-turquie_4819827_3214.html, mis à jour le 29/11/2015, consulté le 3/08/2017.

- *Russians see Turkey as ally, favor deeper ties – poll*, Moscou : Russia Today, 15/05/2017, <https://www.rt.com/politics/388425-russians-see-turkey-as-ally/>, consulté le 3/08/2017.
- *Sanctions de l'UE à l'encontre de la Russie concernant la crise en Ukraine*, Bruxelles : Europa.eu, 10/03/2016, https://europa.eu/newsroom/highlights/special-coverage/eu-sanctions-against-russia-over-ukraine-crisis_fr, consulté le 13/06/2017.
- *Syrian civil war : Fast facts*, Atlanta : CNN, <http://edition.cnn.com/2013/08/27/world/meast/syria-civil-war-fast-facts/>, mis à jour le 4/04/2017, consulté le 6/04/2017.
- *Syrie : Accord Russie-Turquie-Iran*, Paris : Libération, 20 décembre 2016, http://www.liberation.fr/planete/2016/12/20/syrie-accord-russie-turquie-iran_1536606, consulté le 12/04/2017.

Monographies

- ADNANE Khalid, et alii, *Introduction aux relations internationales : théories, pratique et enjeux*, Montréal : Chenelière éducation, 2009, 406p.
- BACZKO Adam, DORRONSORO Gilles, QUESNAY Arthur, *Syrie : Anatomie d'une guerre civile*, Paris : CNRS éditions, 2016, 412p.
- BATTISTELLA Dario, SMOUTS Marie-Claude, VENNESSON Pascal, *Dictionnaire des relations internationales*, Paris : Dalloz, 2003, 506p.
- ELTCHANINOFF Michel, *Dans la tête de Vladimir Poutine : Essai*, Arles : Solin-Actes Sud, 2015, 171p.
- ETHIER Diane, *Introduction aux relations internationales*, 3^{ème} édition, Montréal : Les presses de l'Université de Montréal, 2007, 298p.

- FILIU Jean-Pierre, *Le nouveau Moyen-Orient : Les peuples à l'heure de la Révolution syrienne*, Paris : Fayard, 2013, 402p.
- GAUCHON Pascal, et alii, *Les 100 mots de la géopolitique*, Que sais-je ?, Paris : PUF, 2008, 127p.
- KISSINGER Henry, *Diplomatie*, Paris : Fayard, 1996, 860p.
- KOZHANOV Nikolay, *Russia and the Syrian conflict: Moscow's domestic, regional and strategic interests*, Berlin: Gerlach Press, 2016, 136p.
- LO Bobo, *Russia and the new world order*, London : Brookings Institution Press, 2015, 341p.
- MAJED Ziad, *Syrie : la révolution orpheline*, Arles : Sindbad, 2014, 171p.
- MARSH Christopher, Gvosdev Nikolas K., *Russian Foreign Policy : Interests, Vectors, and Sectors*, Londres : CQ Press, 2014, 436p.
- McNABB, David E., *Vladimir Putin and Russia's Imperial Revival*, Boca Raton (Fla.) : CRC, 2016, 224p.
- NAU Henry R., *Perspectives on International Relations: Power, Institutions, and Ideas*, 4^{ème} édition, Washington (D.C.) : CQ Press, 2015, 524p.
- PACER Valerie A., *Russian Foreign Policy under Dmitry Medvedev, 2008–2012*, Londres : Routledge, 2016, 280p.
- YAZBEK Samar, *Feux croisés: journal de la révolution syrienne*, Paris: Buchet-Chastel, 2012, 204p.

Sondage

- VICE Margaret, « Russians Remain Confident in Putin's Global Leadership », Washington : Pew Research Center, Juin 2017, 23p.

Think Thank

- NOTTE Hanna, *Russia's role in the Syrian war – Domestic drivers and Regional implications*, Konrad Adenauer Stiftung, Policy Paper n°8, Janvier 2017, 34p.

Working papers

- FOLLEBOUCKT Xavier, *Russia's Impossible Position on Syria*, Louvain-la-Neuve : IBL – CECRI, « Commentary Paper IBL – CECRI », n°4, 9/06/2012, 4p.
- FOLLEBOUCKT Xavier, *Kremlinologie 2.0 : la politique étrangère russe à l'épreuve du poutinisme*, Louvain-la-Neuve : Chaires InBev - Baillet Latour – CECRI, « Note d'analyse », n°54, mars 2017, 52p.

Autres

- Couverture des réunions du Conseil de Sécurité, La Chine et la Fédération de Russie bloquent un projet de résolution sur la saisine de la Cour pénale internationale (CPI) pour les crimes graves commis en Syrie, New-York : Nations Unies, 22/05/2014, CS/11407, <https://www.un.org/press/fr/2014/CS11407.doc.htm>

Résumé:

Ce mémoire a pour objet l'implication de la Russie dans le conflit syrien qui a débuté en 2011. L'analyse est réalisée à l'aide de la perspective réaliste des relations internationales et vise à comprendre les déterminants et les conséquences de la position de Moscou dans le dossier syrien, aussi bien au niveau domestique qu'international.

Mots clés :

Russie – Conflit syrien – Realpolitik – Perspective réaliste – Vladimir Poutine